

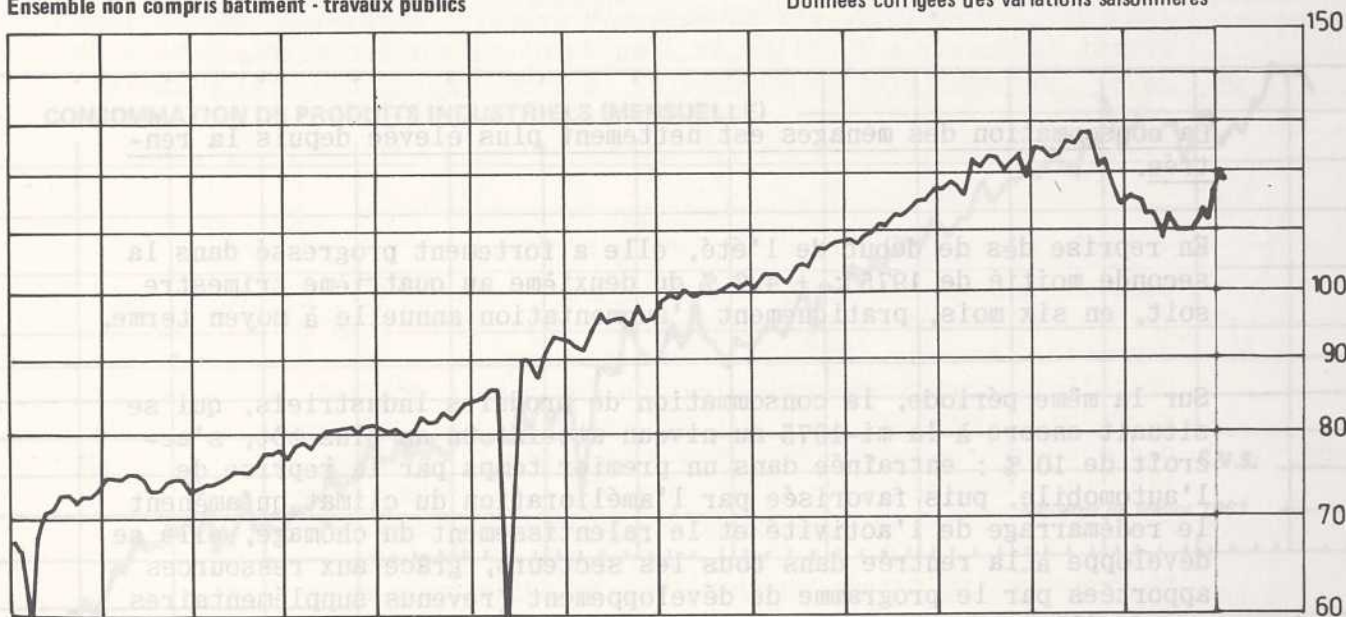
Après un palier bas d'environ 6 mois, à un niveau inférieur de 10 % au maximum du troisième trimestre 1974, la production industrielle a vivement augmenté à partir de décembre ; de l'automne à janvier-février, la croissance de l'indice est de 7 %.

Dès le milieu de 1975, sa progression était attendue : depuis plusieurs mois, le maintien de la production à un niveau inférieur à celui de la demande permettait une résorption des stocks ; le lent redressement des commandes qui s'amorçait alors devait conduire les producteurs à relever leur activité, après la normalisation de leurs stocks.

GRAPHIQUE 17

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
Ensemble non compris bâtiment - travaux publics

base 100 en 1970
Données corrigées des variations saisonnières



Le mouvement a été accéléré par la poussée de demande tout à fait exceptionnelle enregistrée à la fin de 1975 dans plusieurs domaines : passage de la consommation à un niveau nettement plus élevé, pointe de commandes d'équipement à l'approche du terme fixé à l'aide fiscale, développement rapide des passations de marchés de travaux publics. Ces évolutions, qu'elles soient les conséquences directes de l'action de l'Etat, ou qu'elles participent d'un phénomène de rattrapage déclenché par une amélioration du climat général à la rentrée, ont introduit de fortes discontinuités dans les flux de demande, dont les répercussions sur les niveaux d'activité s'étaleront sur plusieurs mois.

Ne concernant qu'un nombre limité de branches, elles ont d'abord accentué le contraste entre les industries tournées vers la demande finale, et les industries de base. Par la suite, la reprise qui s'amorçait dans ces dernières à la rentrée a été accélérée par diffusion.

Au printemps 1976, les situations des divers groupes d'industries restent contrastées : si la production n'est pas très éloignée de ses maxima antérieurs dans les secteurs produisant des biens de consommation et des biens d'équipement, elle reste encore très en deça dans les industries intermédiaires, malgré la forte progression du début de l'année. La reprise enfin amorcée dans ces industries, où les stocks sont à présent jugés inférieurs à la normale, devrait s'étendre sur l'ensemble du premier semestre.

La réduction des stocks, le gonflement très inégal des carnets de commandes, une tendance générale à l'augmentation de la production avec des situations encore très contrastées, telles sont les caractéristiques présentes du système productif, qui s'adapte progressivement, après un an d'activité réduite, à une forte progression de la demande.

Nous analyserons d'abord les composantes de la demande, en essayant de dégager les tendances récentes et prévisibles, au-delà des mouvements exceptionnels qui ont affecté les derniers mois de 1975. L'importance que revêt l'évolution des stocks justifiera que lui soit consacré un paragraphe spécial.

1 - LES BIENS DE CONSOMMATION

La consommation des ménages est nettement plus élevée depuis la rentrée.

En reprise dès le début de l'été, elle a fortement progressé dans la seconde moitié de 1975 : + 4,8 % du deuxième au quatrième trimestre soit, en six mois, pratiquement l'augmentation annuelle à moyen terme.

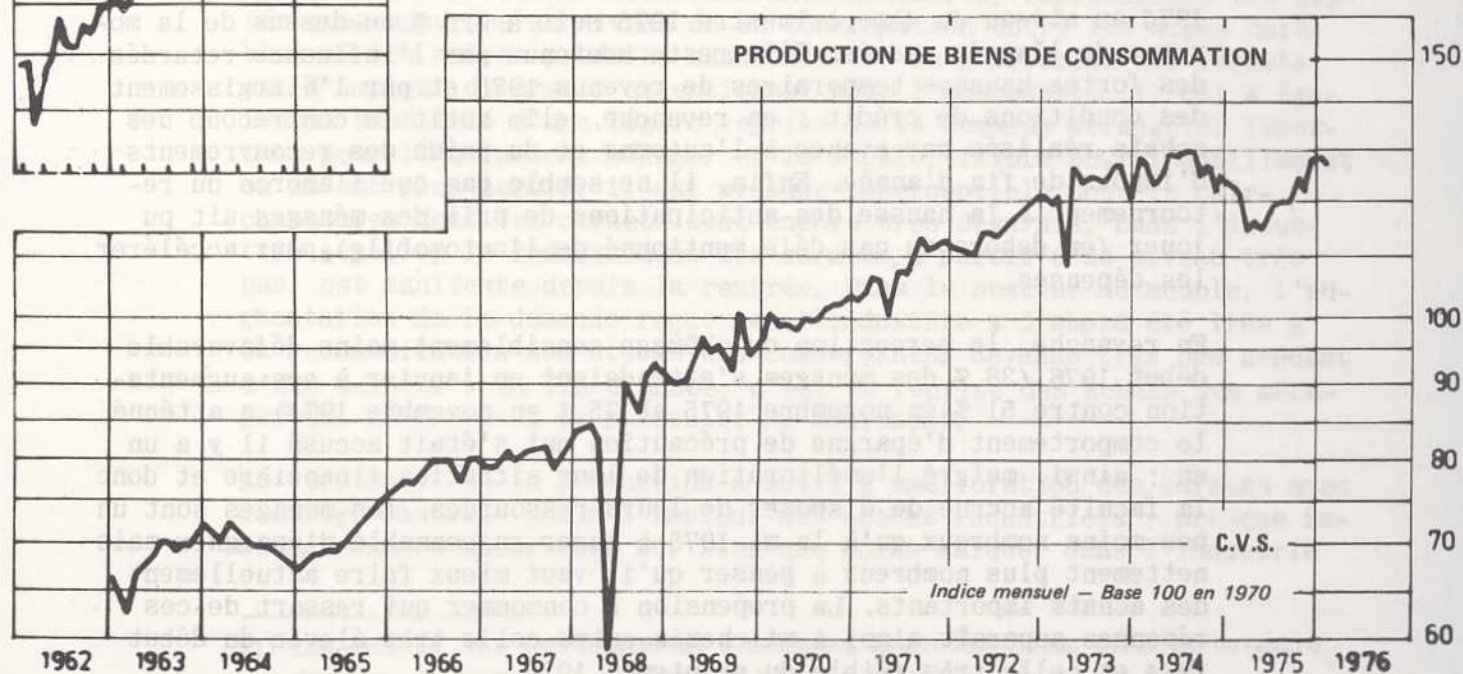
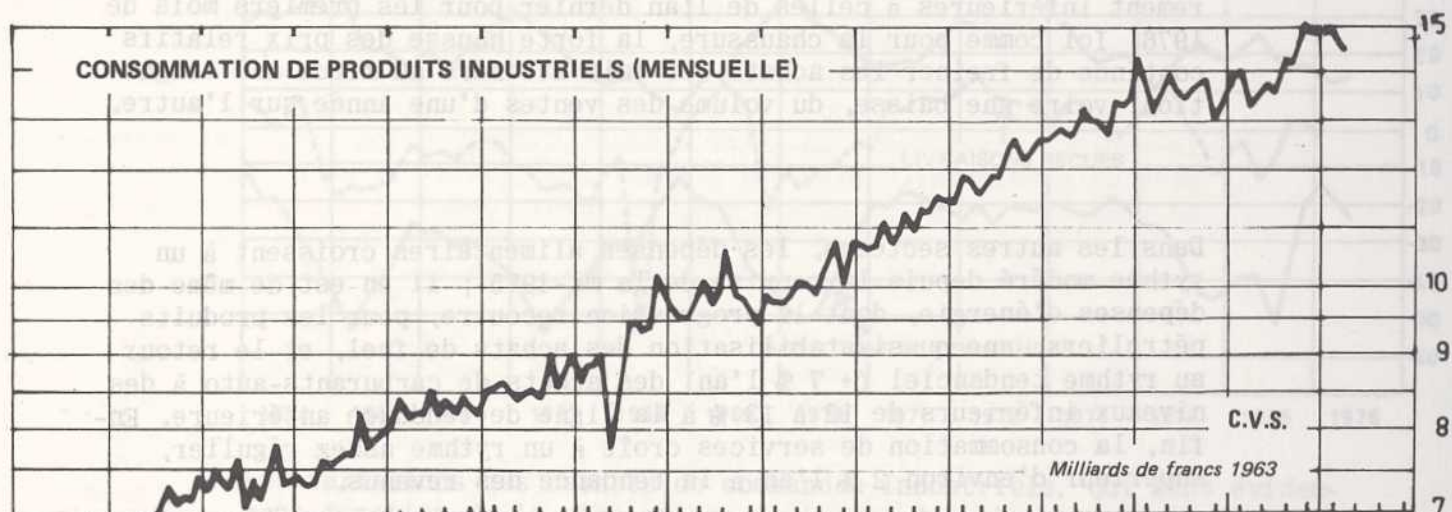
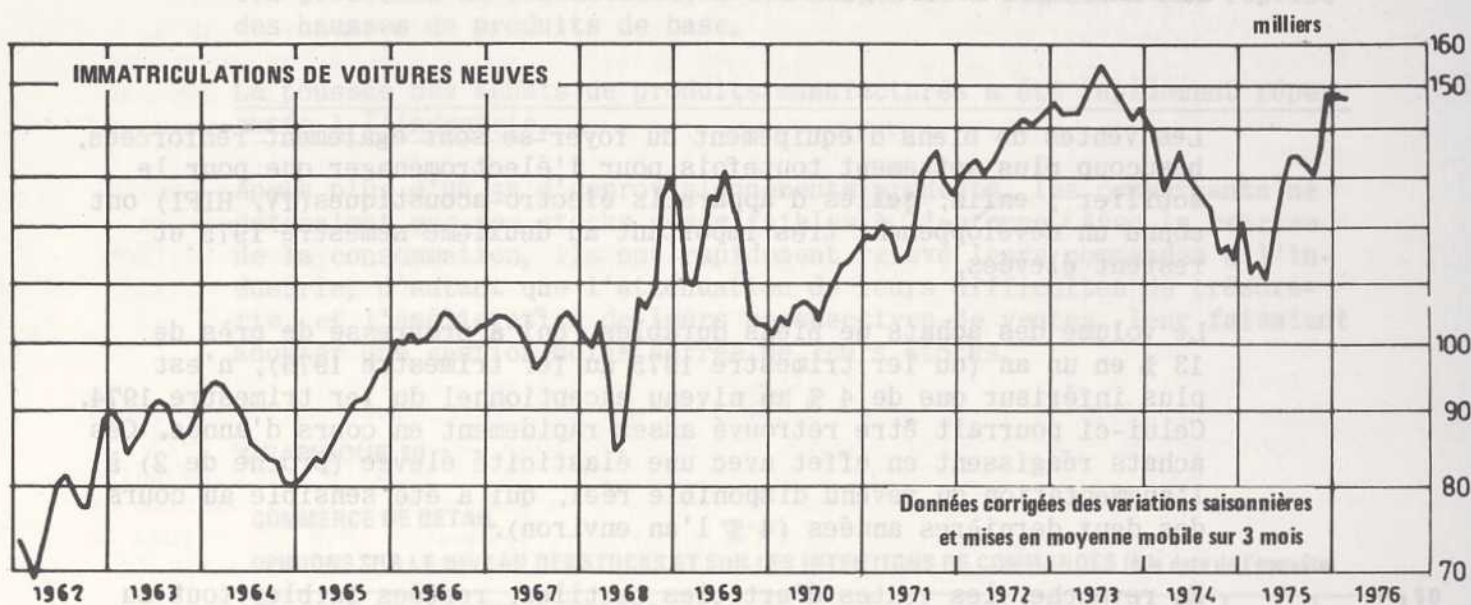
Sur la même période, la consommation de produits industriels, qui se situait encore à la mi-1975 au niveau atteint un an plus tôt, s'accroît de 10 % : entraînée dans un premier temps par la reprise de l'automobile, puis favorisée par l'amélioration du climat qu'amènent le redémarrage de l'activité et le ralentissement du chômage, elle se développe à la rentrée dans tous les secteurs, grâce aux ressources apportées par le programme de développement (revenus supplémentaires aux familles et aux personnes âgées, allongement de la durée du crédit et baisse de l'apport personnel) et à une baisse provisoirement très marquée du taux d'épargne, qui traduit pour une part la réalisation d'achats antérieurement différés.

Les résultats mensuels sont particulièrement élevés dès octobre, mois qui suit l'annonce des mesures, et en janvier en raison d'un niveau exceptionnel d'immatriculations d'automobiles, qui résulte d'un mouvement de rattrapage, mais aussi d'achats avancés à l'annonce de hausses de prix.

Cette pointe d'immatriculations (172 000 en janvier, contre 130 à 140 000 pour les mois les plus proches), et la poursuite de l'accroissement des dépenses de pharmacie, expliquent le maintien de la consommation de produits industriels au premier trimestre 1976 (baisse de moins de 1 % par rapport au trimestre précédent).

Cependant, la plupart des autres secteurs de produits manufacturés enregistrent un recul de leurs ventes (en moyenne de 3 à 4 %), lequel est d'autant plus marqué que la poussée de fin d'année avait été plus forte.

GRAPHIQUE 18



Au-delà des fluctuations à court terme, les acquisitions de biens durables marquent un redressement très net, que confirment les intentions d'achats des particuliers recueillies en janvier : pour les véhicules, celles-ci sont nettement supérieures à celles des deux années précédentes, ce qui devrait assurer un niveau d'immatriculation au moins égal au 130-140 000 des derniers mois.

Les ventes de biens d'équipement du foyer se sont également renforcées, beaucoup plus nettement toutefois pour l'électroménager que pour le mobilier ; enfin, celles d'appareils électro-acoustiques (TV, HIFI) ont connu un développement très important au deuxième semestre 1975 et restent élevées.

Le volume des achats de biens durables, qui a progressé de près de 13 % en un an (du 1er trimestre 1975 au 1er trimestre 1976), n'est plus inférieur que de 4 % au niveau exceptionnel du 1er trimestre 1974. Celui-ci pourrait être retrouvé assez rapidement en cours d'année. Ces achats réagissent en effet avec une élasticité élevée (proche de 2) à l'augmentation du revenu disponible réel, qui a été sensible au cours des deux dernières années (4 % l'an environ).

En revanche, les ventes d'articles textiles, restées faibles tout au long de l'année 1975, à l'exception d'octobre, paraissent encore légèrement inférieures à celles de l'an dernier pour les premiers mois de 1976. Ici comme pour la chaussure, la forte hausse des prix relatifs continue de freiner les achats, et fait attendre au mieux une stagnation, voire une baisse, du volume des ventes d'une année sur l'autre.

Dans les autres secteurs, les dépenses alimentaires croissent à un rythme modéré depuis la reprise de la mi-1975 ; il en est de même des dépenses d'énergie, dont la progression recouvre, pour les produits pétroliers, une quasi-stabilisation des achats de fuel, et le retour au rythme tendanciel (+ 7 % l'an) des achats de carburants-auto à des niveaux inférieurs de 12 à 13 % à la ligne de tendance antérieure. Enfin, la consommation de services croît à un rythme assez régulier, supérieur d'environ 2 % l'an à la tendance des revenus.

La consommation totale se maintient en définitive au 1er trimestre 1976 au niveau du 4ème trimestre 1975 soit à 3,5 % au-dessus de la moyenne de l'année passée. Elle reste soutenue par l'influence retardée des fortes hausses temporaires de revenus 1975 et par l'élargissement des conditions de crédit ; en revanche, elle subit le contrecoup des achats réalisés par avance à l'automne et du poids des recouvrements d'impôts de fin d'année. Enfin, il ne semble pas que l'amorce du retournement à la hausse des anticipations de prix des ménages ait pu jouer (en dehors du cas déjà mentionné de l'automobile) pour accélérer les dépenses.

En revanche, la perception du chômage sensiblement moins défavorable début 1976 (38 % des ménages s'attendaient en janvier à son augmentation contre 51 % en novembre 1975 et 75 % en novembre 1974) a atténué le comportement d'épargne de précaution qui s'était accusé il y a un an : ainsi, malgré l'amélioration de leur situation financière et donc la faculté accrue de disposer de leurs ressources, les ménages sont un peu moins nombreux qu'à la mi-1975 à juger raisonnable d'épargner mais nettement plus nombreux à penser qu'il vaut mieux faire actuellement des achats importants. La propension à consommer qui ressort de ces réponses apparaît ainsi à mi chemin entre celle très élevée du début 1974 et celle très faible du printemps 1975.

Simultanément l'intérêt pour les valeurs refuges -or, placements en terrains et immeubles- se réduit à nouveau et confirme l'absence d'accentuation sensible des anticipations inflationnistes des particuliers : ceux-ci restent donc en retrait par rapport aux prévisions plus pessimistes des chefs d'entreprise, sans doute davantage sensibilisés par les problèmes de reconstitution des marges et l'attente d'une reprise des hausses de produits de base.

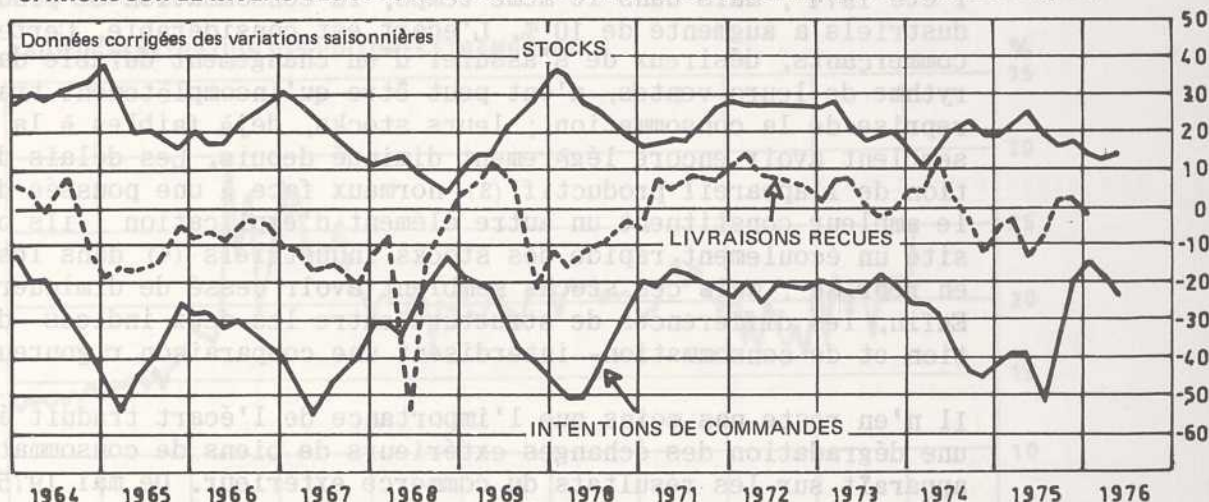
La poussée des achats de produits manufacturés a été rapidement répercutée à l'industrie.

Après plus d'un an d'approvisionnements prudents, les commerçants ne détenaient que des stocks assez faibles à l'automne. Avec la reprise de la consommation, ils ont rapidement relevé leurs commandes à l'industrie, d'autant que l'atténuation de leurs difficultés de trésorerie, et l'amélioration de leurs perspectives de ventes, leur faisaient adopter une gestion moins serrée de leurs stocks.

GRAPHIQUE 19

COMMERCE DE DETAIL

OPINIONS SUR LE NIVEAU DES STOCKS ET SUR LES INTENTIONS DE COMMANDES (à la date de l'enquête)



Les variations des carnets de commandes industriels, qui sont évidemment fonction de la vigueur des ventes au détail pour chaque produit, et du comportement de stocks des intermédiaires, reproduisent les différences apparues au niveau de la consommation entre les biens durables et les autres produits manufacturés. Le gonflement des carnets est d'ampleur diverse : exceptionnel pour l'automobile (1) qui a également bénéficié d'une légère reprise de la demande étrangère, important pour l'équipement ménager et le meuble, faible pour l'habillement où il est plus tardif, il est presque imperceptible pour le cuir-chaussures dont les carnets sont encore très dégarnis. Dans l'industrie textile, le redressement des carnets, à partir d'un niveau très bas, est manifeste depuis la rentrée. Dans le secteur du meuble, l'augmentation de la demande reçue par l'industrie a d'abord été liée à la reconstitution des stocks des commerçants, devenus très bas pendant l'été dernier ; en fin d'année, c'est la reprise des achats des ménages qui contribue à la poursuite du mouvement.

Le relèvement de la production a suivi l'amélioration des carnets avec décalage variable selon l'ampleur des stocks industriels : presque immédiat dans l'automobile et, bien que moins marqué, dans l'industrie

(1) Les carnets, qui représentaient 6 semaines de production au début de novembre dernier, en assurent 8 au début du mois de mars.

du meuble et l'équipement ménager, il ne s'est amorcé qu'un peu plus tard dans l'habillement et l'industrie textile (1).

La reprise apparaît sur l'indice de la production industrielle à partir d'octobre ; la construction automobile présente la plus forte augmentation : la production des premiers mois de 1976 est de 18 % supérieure à celle de l'été 1975 et excède de 36 % celle du printemps 1975 (qui avait été il est vrai marqué par des grèves) ; elle dépasse les niveaux les plus élevés antérieurement atteints (2) et le secteur, qui a accru ses effectifs, utilise à plein son potentiel productif. A l'exception de l'industrie du cuir, les autres branches ont également augmenté leur production : biens de consommation de la construction électrique dès le mois d'octobre, industrie textile et presse-édition à partir de janvier.

En février, l'indice de production des biens de consommation s'établit à 128, soit 10 % au dessus du niveau le plus bas du printemps 1975 ; mais elle s'accompagne d'un accroissement de la pénétration étrangère. Une simple comparaison met en évidence le phénomène : la production de biens de consommation retrouve au premier trimestre 1976 son niveau de l'été 1974 ; mais dans le même temps, la consommation de produits industriels a augmenté de 10 %. L'écart est considérable. Certes, les commerçants, désireux de s'assurer d'un changement durable dans le rythme de leurs ventes, n'ont peut être qu'incomplètement transmis la reprise de la consommation ; leurs stocks, déjà faibles à la rentrée, semblent avoir encore légèrement diminué depuis. Les délais de réaction de l'appareil productif (3) normaux face à une poussée d'une telle ampleur constituent un autre élément d'explication ; ils ont nécessité un écoulement rapide des stocks industriels (4) dans les branches en reprise ; mais ces stocks semblent avoir cessé de diminuer en mars. Enfin, les différences de structure entre les deux indices -de production et de consommation- interdisent une comparaison rigoureuse.

Il n'en reste pas moins que l'importance de l'écart traduit également une dégradation des échanges extérieurs de biens de consommation qui apparaît sur les résultats du commerce extérieur. De mai 1975 au début de 1976, les volumes importés de biens de consommation croissent à un rythme annuel de l'ordre de 35 %. Sur la même période, le volume des exportations est légèrement décroissant (5). De 1.100 millions par mois en avril-mai 1975, le solde des échanges en valeur (CAF-FOB) est tombé à 500 millions en mars 1976

(1) Où la forte augmentation enregistrée en janvier doit plus à une reprise technique (ralentissement du déstockage au sein de la branche) qu'à la progression de la demande finale.

(2) Le maximum antérieur datait de la fin 1973

(3) Il semble que les commerçants n'aient pu accroître leurs approvisionnements autant qu'ils l'auraient souhaité en janvier-février.

(4) Des ruptures de stocks n'ont pu être évitées pour certains produits (radio-télévision).

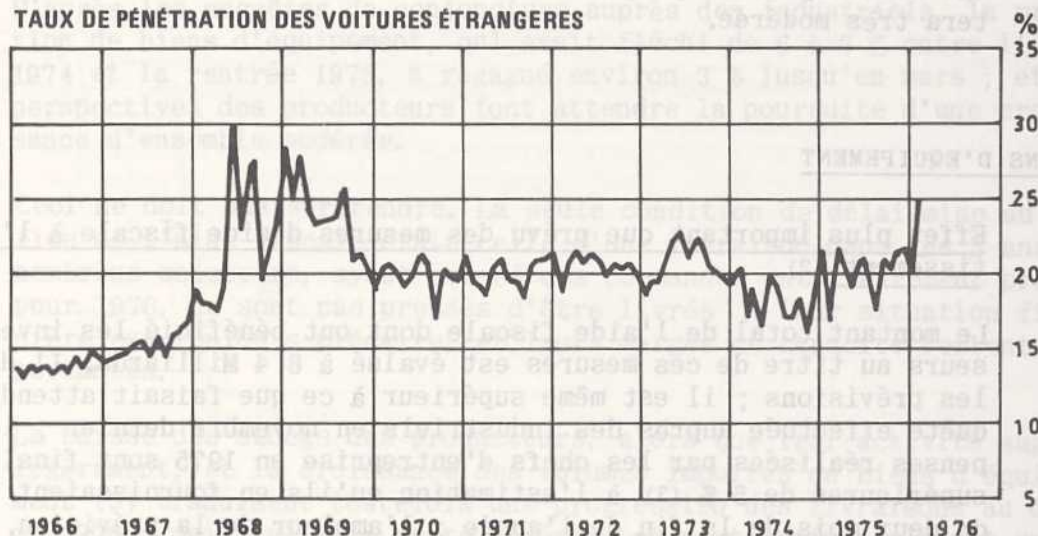
(5) Par rapport à la mi-1974, les variations sont de 10-12 % pour les importations, et de - 4 % pour les exportations.

Une telle croissance des importations de biens de consommation n'est pas pour surprendre ; celles-ci présentent une forte élasticité par rapport à la consommation et de tels mouvements ont déjà été enregistrés dans le passé (en particulier fin 1968). D'autre part, elle fait suite à une baisse assez prononcée.

Dans ces conditions, la dégradation de nos échanges résulte surtout d'une avance dans la reprise de la consommation par rapport aux autres pays : celle-ci a été plus précoce, et surtout beaucoup plus forte, en France. Il est probable que le solde s'améliorera au cours des prochains mois, le décalage devant à présent jouer en faveur de la France. Cependant, l'évolution récente doit être également rapprochée de celle des taux de change. La concurrence étrangère est particulièrement vive pour les biens de consommation : la part de ceux qui proviennent des pays à monnaie faible est en effet plus importante que pour les autres types de biens (1). Interrogés en janvier, les producteurs jugeaient les prix de leurs concurrents étrangers inférieurs en moyenne de 7,5 % sur le marché français (22 % pour l'habillement) ; et la proportion plus élevée des achats des commerçants en gros effectués à l'étranger en 1975 traduit bien une plus forte pénétration étrangère du marché intérieur.

GRAPHIQUE 20

TAUX DE PÉNÉTRATION DES VOITURES ÉTRANGÈRES



La demande étrangère ne croît que lentement.

L'écart des prix, au détriment des producteurs nationaux, est également important sur les marchés extérieurs. Depuis la rentrée de 1975, la demande étrangère de biens de consommation, en décroissance depuis la mi-1974, marque toutefois de légers progrès. Le mouvement apparaît sur les exportations à partir de janvier, avec le décalage traditionnel d'environ 3 mois (pour ce type de biens) par rapport au gonflement des carnets-étranger. L'amélioration concerne principalement l'automobile et le textile (2).

(1) Du troisième trimestre de 1974 au troisième trimestre 1975, les importations de biens de consommation en provenance de l'Italie (1/3 des importations d'origine italienne en 1974) progressent de 16 % en valeur. Celles qui proviennent du Royaume-Uni augmentent de 3 %, contrastant avec une diminution sensible pour tous les autres produits.

(2) Ces deux types de produits font l'objet de 20 % de l'ensemble des exportations industrielles et des 2/3 des exportations de biens de consommation non agricoles.

La demande étrangère devrait continuer d'augmenter pour ces produits, d'après les chefs d'entreprise interrogés en mars, mais à un rythme très modéré (1). Pour les autres biens, les perspectives restent à la baisse.

Les stocks industriels ont cessé de diminuer en mars et la croissance de la production va ralentir.

Fortement accrue au cours des derniers mois, la production de biens durables semble avoir rattrapé la demande en mars ; les carnets de commandes des industriels ont cessé de s'améliorer, et leurs stocks se sont partiellement reconstitués. L'activité ne devrait plus progresser au cours des prochains mois qu'au rythme des commandes reçues par l'industrie ; malgré la retombée prévue de la demande des ménages pour ce type de produits, celles-ci pourraient être maintenues à leur niveau actuel par une reconstitution des stocks des commerçants ; celle-ci s'est amorcée au stade du commerce de gros depuis le début de l'année ; en mars, les stocks des détaillants apparaissent faibles, et leurs intentions de commandes restent élevées malgré une légère inflexion.

Dans les autres secteurs (textile-habillement), les achats des ménages ont beaucoup moins progressé, et la croissance de la production restera très modérée.

2 - LES BIENS D'EQUIPEMENT

Effet plus important que prévu des mesures d'aide fiscale à l'investissement (2).

Le montant total de l'aide fiscale dont ont bénéficié les investisseurs au titre de ces mesures est évalué à 8,4 Milliards. Il dépasse les prévisions ; il est même supérieur à ce que faisait attendre l'enquête effectuée auprès des industriels en novembre dernier : les dépenses réalisées par les chefs d'entreprise en 1975 sont finalement supérieures de 5 % (3) à l'estimation qu'ils en fournissaient à moins de deux mois de la fin de l'année ; l'ampleur de la prévision, liée aux acomptes versés pour les commandes nouvelles, révision presque exclusivement le fait des petites entreprises, donne la mesure du revirement dans leur comportement d'investissement ; c'est sans doute l'amélioration sensible des perspectives de production en fin d'année qui a poussé les investisseurs à dépasser leurs intentions initiales.

(1) Soulignons que l'enquête a été effectuée avant le 15 mars. La légère dépréciation du franc pourrait modifier les réponses.

(2) Rappelons qu'il s'agissait, pour les commandes passées entre le 1er mai 1975 et le 7 janvier dernier, portant sur des matériels soumis à l'amortissement dégressif, d'une aide représentant 10 % du montant de la commande, et déductible de la TVA payée par l'entreprise.

(3) L'investissement productif des entreprises industrielles privées étant de l'ordre de 80 milliards, c'est d'environ 4 milliards qu'ont été relevées les dépenses pour 1975. La plus grande partie de ce montant est vraisemblablement due aux acomptes versés pour des matériels bénéficiant de l'aide fiscale, dont l'achat n'était pas encore décidé début novembre.

L'ensemble des commandes ayant bénéficié de l'aide fiscale, passées pour la plus grande partie entre le 1er décembre et le 7 janvier, portent sur des équipements d'une valeur totale d'environ 100 milliards (1), soit près de la moitié de l'investissement productif d'une année (2).

En quelques semaines, les producteurs des matériels concernés ont vu se gonfler leurs carnets de commandes dans des proportions inhabituelles. En mars 1976, alors que la grande majorité des commandes ont eu le temps de remonter à l'industrie, la charge de travail représentée par ces carnets est évaluée à 27 semaines de production contre 25,5 en novembre dernier. Par rapport aux tendances qui se dégagent à la rentrée, des commandes supplémentaires très importantes ont porté sur les véhicules utilitaires (6 à 8 mois de commandes supplémentaires), les machines-outils (6 mois) ; elles ont revêtu une bien moindre ampleur pour les investissements lourds.

Mais la production, et les livraisons, n'augmentent que modérément.

Les producteurs de biens d'équipement sont accoutumés à d'importantes fluctuations de la demande, que la longueur du processus de fabrication leur permet d'atténuer au niveau de la production.

D'après les enquêtes de conjoncture auprès des industriels, la production de biens d'équipement, qui avait fléchi de 6 à 7 % entre l'été 1974 et la rentrée 1975, a regagné environ 3 % jusqu'en mars ; et les perspectives des producteurs font attendre la poursuite d'une croissance d'ensemble modérée.

Ceci ne doit pas surprendre. La seule condition de délai mise au bénéfice de l'aide fiscale était celle d'une livraison dans les 3 ans ; de nombreux acheteurs, ayant avancé des commandes antérieurement prévues pour 1976, ne sont pas pressés d'être livrés : leur situation financière est toujours précaire, et leurs marges de capacité restent importantes.

La baisse des stocks des producteurs, alors que leur activité augmente légèrement, et la croissance des volumes importés de biens d'équipement (3) traduisent toutefois une progression des livraisons au début de 1976 ; mais celle-ci reste modérée, et porte principalement sur des matériels légers, de coût relativement faible et pour lesquels les délais sont traditionnellement courts. Ainsi les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent nettement (+ 50 % par rapport au point bas de l'été dernier), comme les ventes de machines agricoles -pour lesquelles les ventes des grossistes avaient repris dès la rentrée- et de moteurs électriques.

Il est très caractéristique que, malgré la poussée de commandes qui porte leurs carnets, en volume, à des niveaux élevés, les producteurs ne jugent encore ces carnets que de peu supérieurs à la normale en mars.

(1) La déduction fiscale portait sur 10 % du coût du matériel hors taxes. Le montant des commandes est évalué taxes comprises.

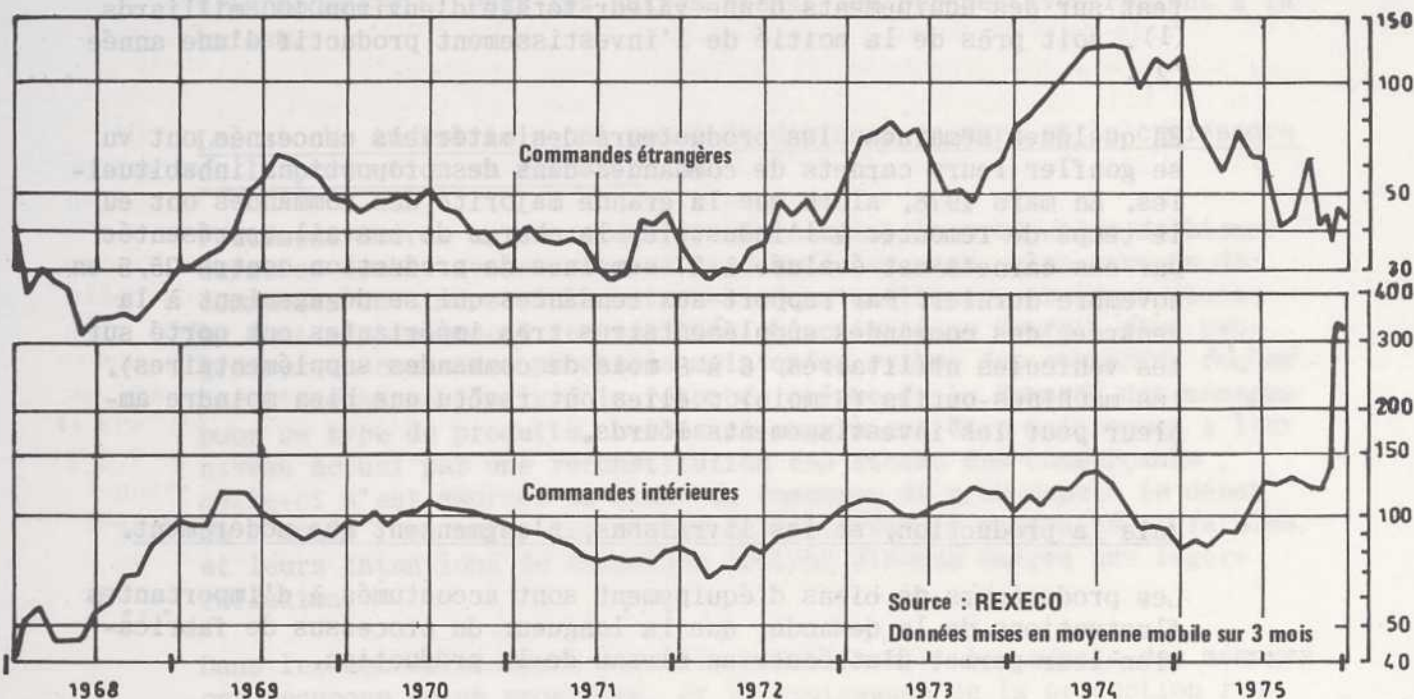
(2) Celui-ci est de l'ordre de 215 milliards en 1975.

(3) Croissance bien moindre que celle des valeurs (27 % en 3 mois) qu'explique une augmentation sensible des valeurs moyennes.

GRAPHIQUE 21

MACHINES-OUTILS

Millions de Francs



IMMATRICULATIONS DE VEHICULES UTILITAIRES

milliers



INVESTISSEMENTS DANS LE COMMERCE DE GROS

Pourcentage d'entrepreneurs ayant effectué des investissements



Il est clair que cette appréciation tient compte des conditions exceptionnelles dans lesquelles ont été obtenues ces commandes (1), et que les industriels ne modifieront plus nettement leurs plans de production que si une augmentation durable de la demande se dessine au cours des prochains mois.

Il est certain que de nombreuses commandes prévues pour 1976 ont été avancées pour profiter de l'aide fiscale ; une retombée de la demande d'équipement devrait en résulter au cours des prochains mois. Mais le bilan de l'opération sera positif sur l'ensemble des deux années : outre l'allègement immédiat des trésoreries des investisseurs (pour les commandes qui auraient été passées de toute façon), il apparaît, d'après la dernière enquête sur les investissements industriels, que les dépenses d'équipement des chefs d'entreprise pour l'ensemble des deux années 1975 et 1976 en sont d'ores et déjà relevées de 4 % par rapport aux prévisions qui étaient formulées en novembre dernier.

A cet égard, la date fixée pour terme à la mesure semble lui avoir assuré la plus grande efficacité. La mesure du même type prise en Allemagne 7 mois plus tôt avait connu un succès moindre, la perspective d'une reprise paraissant encore trop lointaine à la majorité des investisseurs potentiels.

Les prévisions d'investissement pour 1976 se relèvent lentement.

Les commandes passées pour bénéficier de l'aide fiscale ont continué de remonter à l'industrie jusqu'en mars. Aussi est-il difficile de juger de l'orientation récente de la demande.

La demande étrangère, dont la forte progression (2) avait soutenu l'activité du secteur jusqu'au printemps 1975, a nettement fléchi par la suite : les marchés conclus enregistrés par la COFACE ont diminué d'un quart entre 1974 et 1975, et les exportations de biens d'équipement ont cessé d'augmenter dès le début de 1975. Les carnets-étranger restent peu garnis en mars 1976 et les producteurs prévoient une stabilisation de la demande étrangère au cours des prochains mois.

C'est plutôt de la demande intérieure qu'ils attendent un redressement progressif en 1976. La croissance devrait être faible pour l'investissement des entreprises industrielles privées. A la suite du relèvement de leurs dépenses de 1975, les projets actuels des chefs d'entreprise pour 1976 correspondent à une légère réduction de leurs investissements productifs en volume ; l'augmentation prévue des dépenses (6 %) est un peu inférieure à la hausse moyenne attendue des prix de biens d'équipement. Mais les projets pour 1976 sont déjà supérieurs, en niveau (3), à ce qu'ils étaient en novembre dernier, et il est probable que les budgets d'investissement des entreprises seront à nouveau révisés en hausse, comme cela a toujours été observé dans les périodes de reprise.

(1) La différence s'explique également par la concentration des commandes sur un nombre restreint de produits. Les niveaux très élevés des carnets de certains producteurs relèvent la moyenne des indicateurs quantitatifs. Ils ont moins d'effets sur les indicateurs qualitatifs car l'amélioration reste relativement localisée.

(2) Celle-ci a limité la réduction des carnets de commandes ; ceux-ci, à la différence de ce qui a été observé dans les autres secteurs, n'ont jamais été jugés très dégarnis au cours de la recession. Le niveau des carnets n'a jamais été jugé inférieur à celui du début de 1972.

(3) Si les dépenses prévues par les industriels pour 1976 apparaissent désormais en baisse, ce n'est pas que le montant de leurs projets ait été réduit (il augmente de 3 %). Mais la base de comparaison (1975) a été relevée de 5 % entre novembre et mars.

Un indicateur qui a toujours évolué en phase avec l'investissement permet de le prévoir : compte tenu de leurs perspectives de demande, les industriels sont nettement moins nombreux en mars à juger leur capacité de production excédentaire.

Les entreprises nationales contribueront encore à l'augmentation des investissements productifs en 1976 : la progression sera proche de 20 % en valeur, du fait notamment de la forte croissance des dépenses d'équipement d'EDF, qui réalisera ainsi plus de la moitié des investissements du groupe.

Les secteurs non industriels (1), dont l'investissement présente d'amples fluctuations, ont beaucoup réduit leurs dépenses en 1975. Avec l'amélioration des situations financières, leurs investissements devraient progresser en 1976 ; les indications fournies par les enquêtes de conjoncture vont dans ce sens : les projets des entrepreneurs du bâtiment paraissent un peu plus élevés pour 1976 ; et la proportion des commerçants en gros ayant l'intention d'investir retrouve ses niveaux du début de 1974.

Enfin, comme en 1975, les administrations accroîtront le volume de leurs investissements d'environ 9 % en 1976.

3 - LES BIENS INTERMEDIAIRES

C'est au cours de l'été 1975 qu'apparaissent les premiers signes d'une progression des commandes de biens intermédiaires (2) : l'amélioration, encore modeste, des trésoreries autorise alors les secteurs en aval à ralentir la compression de leurs stocks de demi-produits.

Les carnets de commandes des producteurs, qui étaient tombés à un très bas niveau, se regarnissent à partir de la rentrée, indiquant que les commandes excèdent dès lors les livraisons. Depuis le printemps 1975, le rythme de la production reste lui-même en deça de celui des livraisons, et les producteurs écoulent leurs stocks. Au troisième trimestre, la production est inférieure de 23 % au maximum antérieur (été 1974), et elle ne progresse que faiblement jusqu'à la fin de l'année : aucune branche ne présente de tendance régulière à l'augmentation.

(1) On rappelle la répartition des investissements productifs des entreprises non financières par secteur :

- Industrie privée	39 %
- Entreprises publiques	18 %
- Agriculture	7 %
- BTP	6 %
- Transports	4 %
- Services-Commerces	26 %
	100 %

En 1975, l'ensemble de la formation brute de capital fixe se répartissait approximativement ainsi (en milliards) :

FBCF productive des ENF	210
FBCF logement des ENF	20
FBCF totale des ENF	230
FBCF des Administrations	50
FBCF des Ménages	80
TOTAL	360

(2) Que traduit la reprise des importations à partir de septembre.

Ce retard de la production par rapport à l'évolution de la demande s'explique par l'ampleur des stocks et le niveau encore très bas des carnets ; leur amélioration ne justifie pas, dans un premier temps, un accroissement de l'activité qui nécessite parfois la remise en route d'un matériel très lourd, inutilisé depuis un an. Des considérations de prix ont pu jouer également : certains producteurs ont préféré ne pas satisfaire des commandes à très bas prix (1) pour attendre les conditions plus rémunératrices que ne manqueraient pas de créer la disparition des rabais et un allongement modéré des délais de livraison, avec l'affermissement de la demande et la normalisation de leurs stocks (2).

Mais la reprise est nette en janvier-février : la plupart des industries intermédiaires connaissent alors une progression notable de leur activité, notamment la chimie-caoutchouc, le verre, le papier-carton, pour lesquels les augmentations sont comprises entre 5 et 10 % de décembre à janvier. Et la production sidérurgique, restée faible jusque là, progresse de 20 % en mars (3).

La croissance de la production est confirmée par la réduction des marges de capacité disponibles (baisse de 7 points entre juin 1975 et mars 1976), notamment dans la chimie et les industries du papier et du bois.

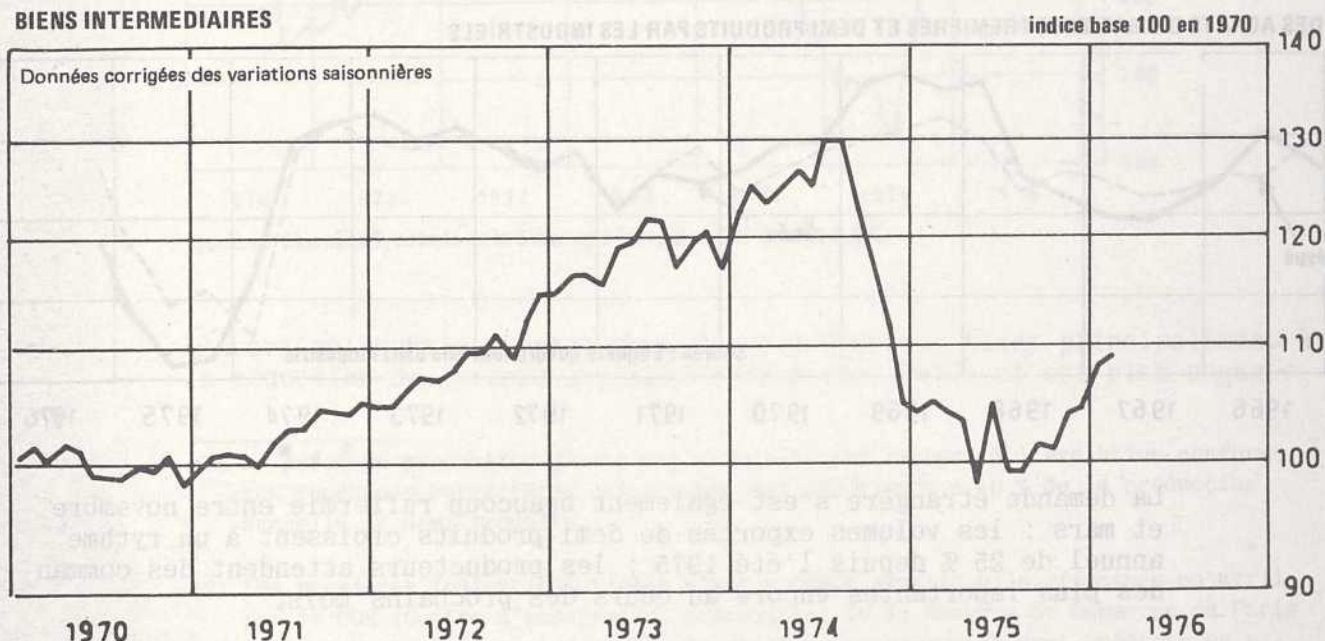
La demande continue de s'affermir.

L'amélioration des carnets de commandes s'accélère au début de 1976 : le regain d'activité des branches situées en aval commence à se traduire dans la demande de demi-produits. En particulier, les fournisseurs de l'automobile (verre, transformation des métaux) enregistrent de fortes commandes.

L'enquête effectuée en mars auprès des industriels montre que les stocks détenus par les utilisateurs s'amenuisent. Ils sont à présent jugés inférieurs à la normale pour l'ensemble des produits en particulier pour le papier-carton, le bois, le textile et les produits chimiques.

GRAPHIQUE 22

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE BIENS INTERMEDIAIRES



- (1) Ainsi certaines commandes étrangères de produits sidérurgiques, passées à des prix jugés trop bas, ont pu être refusées.
- (2) Ce comportement accélère le processus, puisqu'il réduit l'offre.
- (3) A lui seul ce mouvement relèvera l'indice de la production industrielle de 1.4 point, et l'indice de la production de biens intermédiaires de plus de 3 points.

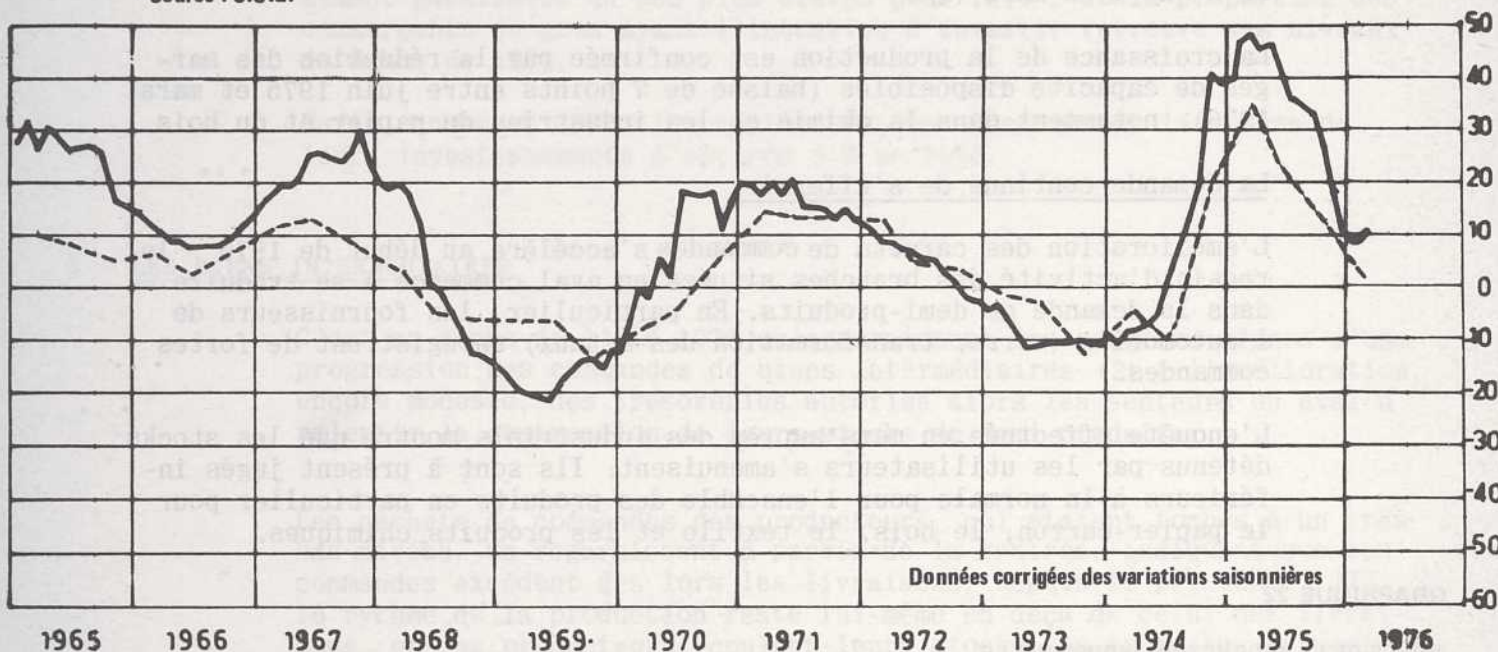
En conséquence, les industriels ont nettement accru leurs achats de biens intermédiaires entre novembre et mars, et ils ont l'intention de les augmenter plus encore au cours des prochains mois, notamment pour les produits chimiques, les métaux ferreux, le bois et le papier-carton. Cette progression est confirmée par le regain d'activité enregistré dans le commerce de gros depuis l'automne dernier ; en mars, les stocks de produits sidérurgiques y sont très faibles ; et les intentions de commandes sont élevées, particulièrement pour les produits chimiques.

GRAPHIQUE 23

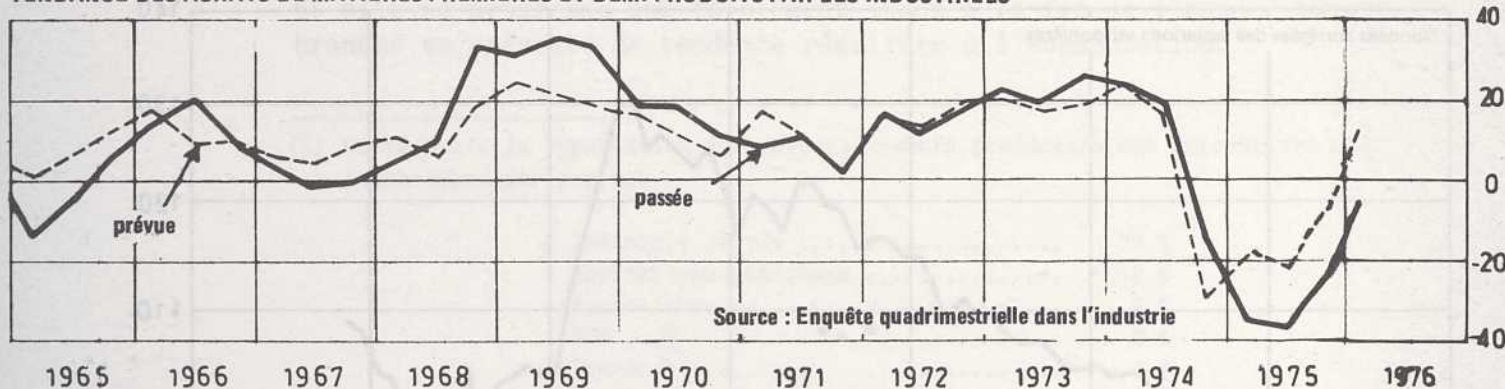
BIENS INTERMEDIAIRES

Solde des réponses

- Opinion des industriels sur leurs stocks de produits finis Source : Enquête quadrimestrielle dans l'industrie
 - - - Opinion des industriels sur leurs stocks de matières premières et demi-produits
 - Source : C.O.E.



TENDANCE DES ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET DEMI-PRODUITS PAR LES INDUSTRIELS



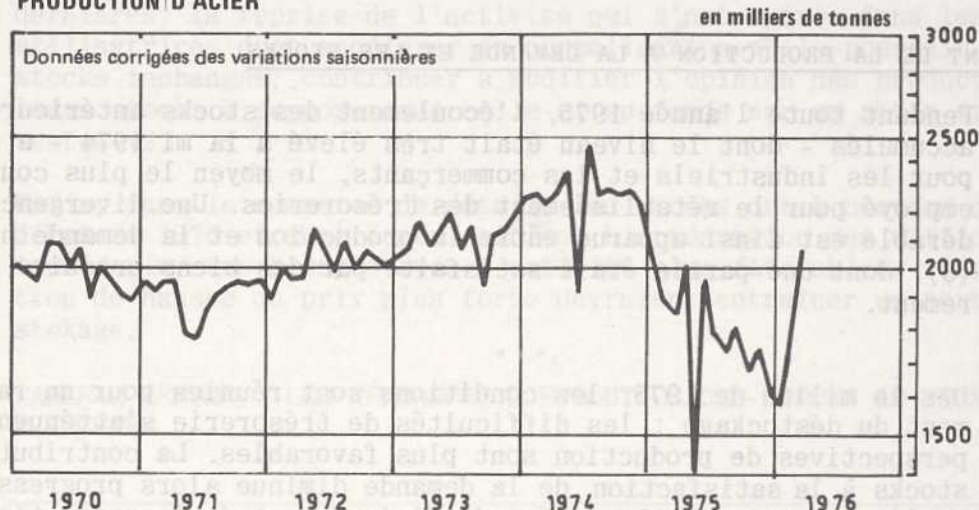
La demande étrangère s'est également beaucoup raffermie entre novembre et mars : les volumes exportés de demi-produits croissent à un rythme annuel de 25 % depuis l'été 1975 ; les producteurs attendent des commandes plus importantes encore au cours des prochains mois.

Toutefois, les carnets de commandes sont encore jugés peu garnis, malgré un redressement très net au début de 1976. Il faut ici tenir compte du niveau extrêmement bas auquel ils étaient tombés au printemps 1975, que ne traduisait qu'imparfaitement le caractère qualitatif des réponses aux enquêtes de conjoncture ; d'autre part, ainsi qu'il a été dit, plus haut, l'augmentation de la demande enregistrée à partir de l'été a dans un premier temps, été satisfaite sur les stocks, et ne s'est donc pas inscrite dans les carnets.

La progression de la demande, forte et générale, continuera de les étoffer au cours des prochains mois. Elle est l'expression du réajustement des commandes des utilisateurs aux besoins de leur production après plus d'un an de déstockage (1). Ce réajustement semble à peu près réalisé : au printemps 1976, (2) les commandes d'acier, de papier-carton ne sont plus très éloignées des niveaux qui paraissent compatibles avec l'activité d'ensemble.

GRAPHIQUE 24

PRODUCTION D'ACIER



COMMANDES DE PRODUITS SIDÉRURGIQUES / MARCHÉ INTÉRIEUR C.V.S. MM3



Source : Chambre Syndicale de la Sidérurgie française C.V.S. I.N.S.E.E.

L'écart qui subsiste entre demande et production tient principalement à la réduction des stocks des producteurs (3). Celle-ci est bien engagée

- (1) La perte de production qui en est résultée, par rapport à l'évolution conforme aux tendances antérieures des stocks, est supérieure à 10 % de la production annuelle de demi-produits.
- (2) Les premières indications tirées d'une enquête semestrielle effectuée en avril par le COE (Centre d'observation économique) de la Chambre de Commerce de Paris le donnent à penser : les stocks de matières premières et demi-produits se situeraient en avril sensiblement au même niveau qu'en octobre dernier.
- (3) Le décalage entre les mouvements des stocks "utilisateurs" et "producteurs" observé dans la phase descendante du cycle se retrouve - mais les mouvements s'effectuent en sens inverse - dans la phase de reprise. Seuls les utilisateurs sont entièrement maîtres de l'évolution de leurs stocks à court terme, par le jeu des commandes.

puisque les stocks sont à présent jugés normaux dans l'ensemble (1) ; l'arrêt de leur baisse relèvera le niveau de l'activité. En février, l'indice de la production industrielle de biens intermédiaires s'établit à 109 ; il a été nettement plus élevé en mars en raison d'une forte augmentation de la production sidérurgique (+20 %). Compte tenu de l'activité des branches tournées vers la demande finale il semble que l'indice devrait se situer entre 120 et 125 (2) à l'arrêt du destockage. Ce résultat pourrait être atteint au cours de l'été.

4 - L'AJUSTEMENT DE LA PRODUCTION A LA DEMANDE ET LES STOCKS

Pendant toute l'année 1975, l'écoulement des stocks antérieurement accumulés - dont le niveau était très élevé à la mi 1974 - a constitué, pour les industriels et les commerçants, le moyen le plus couramment employé pour le rétablissement des trésoreries. Une divergence considérable est ainsi apparue entre la production et la demande hors stocks (3), dont une partie était satisfaite par des biens produits antérieurement.

Dès le milieu de 1975, les conditions sont réunies pour un ralentissement du déstockage : les difficultés de trésorerie s'atténuent, les perspectives de production sont plus favorables. La contribution des stocks à la satisfaction de la demande diminue alors progressivement si l'on excepte la brève période d'ajustement de la production immédiatement consécutive à la poussée de la demande (en particulier pour les biens de consommation durables). Ce ralentissement du déstockage entraîne à lui seul un relèvement de la production amplifié au 4ème trimestre par l'augmentation de la demande finale.

La réduction des stocks est interrompue.

Une prévision de la production impose l'examen préalable des tendances récentes et prévisibles des variations de stocks. A cet effet, il est utile de distinguer deux catégories de stocks :

- Les stocks d'encours et de produits semi-ouvrés évoluent en première approximation comme la production (4) ; ils s'accroissent donc depuis la fin de 1975.
- Les autres types de stocks, que l'on peut qualifier de stocks d'ajustement (5), sont liés de façon moins étroite à la production.

(1) Ils sont inférieurs à la normale dans la chimie et la transformation des matières plastiques.

(2) Par comparaison avec la fin 1973 et le début 1974, mais en tenant compte des achats de précaution qui avaient amplifié la demande (et la production) à l'époque.

(3) Pour l'ensemble de l'année, la baisse de la production industrielle est en moyenne de 7 % par rapport à 1974, alors que la demande hors stocks est stable (+ 0,6 %).

(4) A délais de fabrication inchangés

(5) Les stocks détenus par les entreprises industrielles constituent la moitié du total des stocks détenus par les entreprises non financières. Les stocks du commerce représentent 30 % de ce total. Parmi les stocks industriels, la répartition est la suivante : amont (matières et demi-produits, emballage) 27 % ; encours (+ semi-ouvrés) 38 % ; aval (marchandises et produits finis) 35 %.

Comme il a été vu, l'assainissement des stocks de matières et demi-produits, accéléré par la reprise, est achevé. Par la suite un certain restockage lié à une remontée des tensions sur le marché, et à la réorientation à la hausse des cours des matières premières, est à prévoir ; il pourrait être alors plus que proportionnel à la croissance de la production.

Les stocks de produits finis sont à présent jugés normaux par les industriels. Leur réduction devrait se poursuivre dans le secteur des biens d'équipement et quelques industries intermédiaires (1) papier-carton, matériaux de construction) où ils restent élevés. Dans ces dernières, la reprise de l'activité qui s'est opérée dans les branches utilisatrices doit accélérer la normalisation. Elle pourrait même, à stocks inchangés, contribuer à modifier l'opinion des producteurs sur leurs stocks à supposer que celle-ci se fonde sur un ratio stocks/ventes (2).

Enfin, dans le commerce de détail, les stocks ont à nouveau diminué au début de 1976 et sont jugés faibles. L'atténuation des difficultés de trésorerie, des perspectives d'activité plus favorables, l'anticipation de hausse de prix plus forte devraient entraîner un certain restockage.

TABLEAU RESUME : LES TENDANCES D'EVOLUTION DES STOCKS AU DEUXIEME TRIMESTRE

Type de Stocks/Types de biens	Matières Premières	Demi-produits	Biens d'équipement	Biens de consommation
Industrie				
- amont	↗	↗	↗	↗
- encours		↗ ↘	↗ ↘	↗ →
- aval				→
Commerce de détail				↗
Commerce de gros		→	→	→

Au total, il est probable que l'ensemble des stocks a cessé de diminuer à la fin du premier trimestre. Il devrait dorénavant augmenter, la réduction des stocks de produits finis étant désormais plus que compensée par la reconstitution des autres types de stocks. L'impulsion donnée à la production par les mouvements de stocks, par contraste avec le déstockage antérieur, restera importante au cours des prochains mois (3).

(1) Les stocks de biens intermédiaires constituent à eux seuls près de la moitié des stocks de produits industriels ; les stocks de biens d'équipement représentent environ 30 % (ce sont surtout des encours et des produits semi-ouvrés).

(2) Dans ce cas, le solde des opinions sur les stocks dans les enquêtes de conjoncture pourrait encore baisser sans nouvelle diminution des stocks.

(3) C'est l'augmentation de la variation de stocks qui contribue au relèvement de la production

En bénéficieront au premier chef les industries intermédiaires avec le renforcement des achats et la normalisation des stocks des producteurs, mais également les branches tournées vers la consommation (reconstitution des stocks des commerçants).

Pour l'ensemble des produits industriels, l'évolution du ratio stocks/valeur ajoutée (1) confirme les développements qui précèdent. Après n'avoir marqué que de faibles fluctuations de 1963 à 1973 autour d'une tendance légèrement croissante, ce ratio croît à partir du deuxième trimestre 1973 ; dès ce moment, la formation de stocks apparaît excessive par rapport à la progression de l'activité.

Ratio

STOCKS DE PRODUITS INDUSTRIELS EN FIN DE TRIMESTRE

Valeur ajoutée - (en francs 1963)

	I	II	III	IV
1970	3,52	3,49	3,54	3,54
1971	3,56	3,56	3,52	3,51
1972	3,53	3,54	3,55	3,54
1973	3,53	3,59	3,63	3,63
1974	3,60	3,60	3,62	3,81
1975	3,85	3,73	3,63	3,46
1976	3,28			

Atteignant un maximum au premier trimestre 1975, au point bas de la récession, il diminue par la suite avec la résorption des stocks et, un peu plus tard, la croissance de la production. Il retrouve son niveau moyen des années antérieures à 1973 dès le dernier trimestre de 1975, et s'établit nettement en deça au début de 1976. Le bas niveau de cet indicateur, ainsi que l'exemple récent des Etats-Unis, permettent d'envisager désormais un développement des stocks. Le ratio stocks/valeur ajoutée pourrait néanmoins rester inférieur à ce qu'il a été par le passé, les habitudes prises pendant la récession, et la précarité des situations financières imposant aux entreprises une gestion plus rigoureuse.

5 - LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

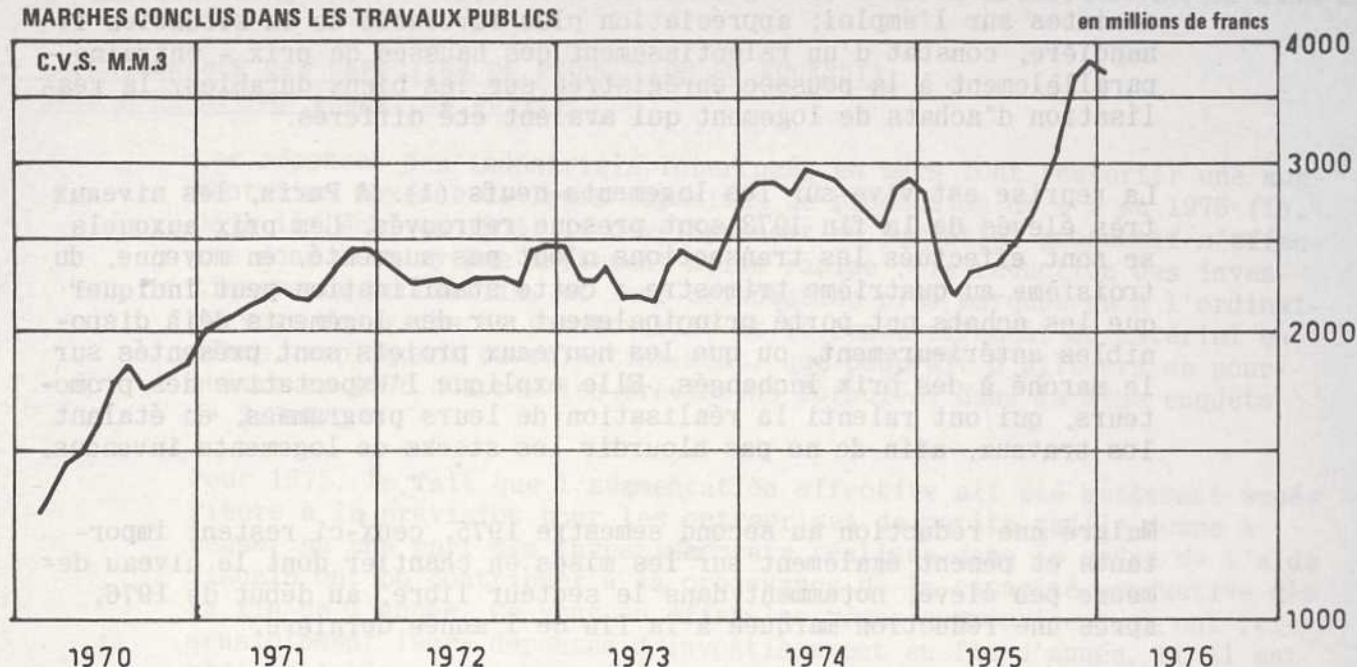
L'activité progresse à nouveau depuis l'automne 1975 dans l'ensemble du secteur : la baisse des effectifs, très importante au cours des 18 mois précédents (près de 8 %) s'est interrompue ; la production de matériaux de construction, réduite de 12 % entre la mi 1974 et la mi 1975, augmente au début de 1976, et les enquêtes récentes effectuées dans la profession traduisent une utilisation un peu plus élevée du potentiel productif.

C'est dans les travaux publics que l'activité atteint le meilleur niveau : la branche a bénéficié au premier chef des mesures de soutien prises en 1975 ; celles-ci font pleinement sentir leurs effets en ce début d'année et sont à l'origine d'un redressement spectaculaire des commandes reçues, qui s'inscrivent pour les trois derniers mois connus (décembre, janvier, février) à un niveau supérieur d'environ 33 % à celui de l'année précédente (voir graphique).

(1) Les termes du ratio sont tirés des comptes trimestriels.

GRAPHIQUE 25

MARCHES CONCLUS DANS LES TRAVAUX PUBLICS



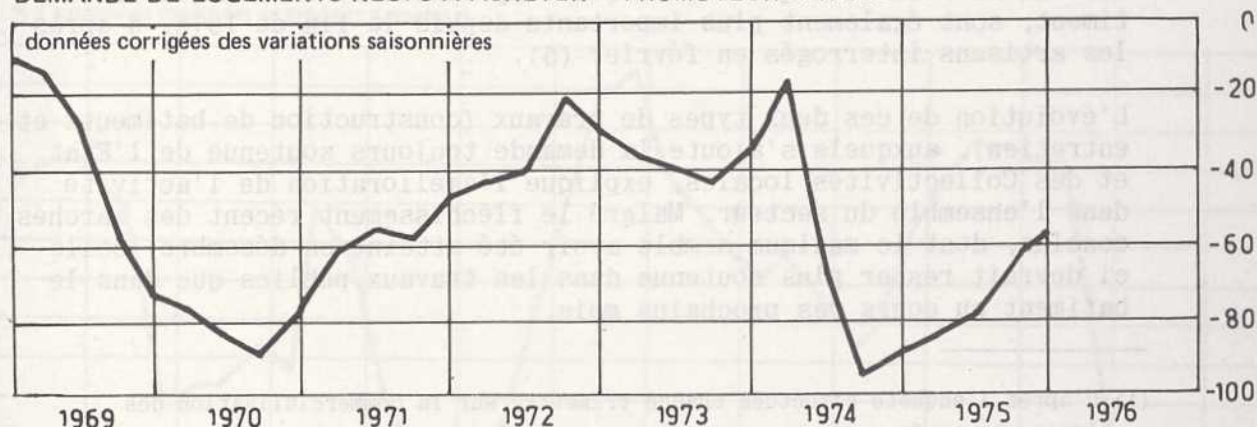
Le bâtiment, dont la part des travaux réalisés pour les administrations est beaucoup moins élevée, enregistre une moindre amélioration, mais les carnets de commandes des entrepreneurs, encore très bas, se regar- nissent lentement depuis la mi 1975 (1).

Baisse des mises en chantier de logements, mais réanimation de la de- mande pour les autres bâtiments (2).

De l'avis des promoteurs, la demande de logements a cessé de diminuer au début de 1975 : par la suite, la baisse des taux, et de plus grandes facilités de crédits ont favorisé un léger redressement qui est néan- moins resté modéré jusqu'à l'automne en raison du coût jugé souvent trop élevé des logements mis en vente.

GRAPHIQUE 26

DEMANDE DE LOGEMENTS NEUFS A ACHETER – PROMOTEURS PRIVÉS



(1) L'amélioration semble s'être poursuivie au premier trimestre 1976 d'après les premières réponses reçues à l'enquête d'avril.

(2) On rappelle la structure de production du BTP.

Construction de logements neufs	30 %
Ouvrages destinés à l'Administration	17 %
aux Entreprises	25 %
Entretien	28 %
TOTAL	100 %

L'amélioration du climat général à la rentrée - levée partielle des craintes sur l'emploi, appréciation plus favorable de la situation financière, constat d'un ralentissement des hausses de prix - entraîne parallèlement à la poussée enregistrée sur les biens durables, la réalisation d'achats de logement qui avaient été différés.

La reprise est vive sur les logements neufs (1). A Paris, les niveaux très élevés de la fin 1973 sont presque retrouvés. Les prix auxquels se sont effectués les transactions n'ont pas augmenté, en moyenne, du troisième au quatrième trimestre : cette stabilisation peut indiquer que les achats ont porté principalement sur des logements déjà disponibles antérieurement, ou que les nouveaux projets sont présentés sur le marché à des prix inchangés. Elle explique l'expectative des promoteurs, qui ont ralenti la réalisation de leurs programmes, en étalant les travaux, afin de ne pas alourdir les stocks de logements invendus.

Malgré une réduction au second semestre 1975, ceux-ci restent importants et pèsent également sur les mises en chantier dont le niveau demeure peu élevé, notamment dans le secteur libre, au début de 1976, après une réduction marquée à la fin de l'année dernière.

La reprise des ventes de logements se traduit d'abord par une résorption des stocks, et une accélération des programmes en cours, puis par une progression des mises en chantier. Celle-ci est annoncée par les promoteurs privés (2) depuis l'été 1975, date à laquelle leurs stocks de logements invendus ont commencé à diminuer. Elle devrait néanmoins rester modérée (3).

Si la construction de logements reste peu soutenue, les travaux réalisés pour les entreprises privées semblent progresser, avec le lent relèvement des dépenses d'équipement. Faible pendant la plus grande partie de 1975, l'investissement en bâtiment et travaux publics amorce ainsi une reprise (4), qui devrait se poursuivre au cours des prochains mois si l'on en juge par la forte croissance des autorisations de construire au premier trimestre.

Les travaux d'amélioration et de gros entretien, qui ont moins souffert de la récession que les autres composantes de la demande de bâtiment, sont également plus importants depuis la fin de 1975, d'après les artisans interrogés en février (5).

L'évolution de ces deux types de travaux (construction de bâtiments et entretien), auxquels s'ajoute la demande toujours soutenue de l'Etat et des Collectivités locales, explique l'amélioration de l'activité dans l'ensemble du secteur. Malgré le fléchissement récent des marchés conclus, dont le maximum semble avoir été atteint en décembre, celle-ci devrait rester plus soutenue dans les travaux publics que dans le bâtiment au cours des prochains mois.

(1) D'après l'enquête effectuée chaque trimestre sur la commercialisation des logements neufs, qui concerne presque exclusivement le secteur libre.

(2) Nous avons centré notre analyse sur le secteur libre, dans lequel s'effectuent environ 45 % des mises en chantier.

(3) Rappelons que la satisfaction progressive des besoins de logements entraîne un ralentissement de la croissance des mises en chantier.
La prévision effectuée à l'occasion de la préparation au 7^e Plan est de 500 000 logements par an. Pour 1976 on attend sensiblement le même nombre de mises en chantier qu'en 1975 (515 000)

(4) Celle-ci ne doit rien à l'aide fiscale : seule une très faible part des investissements en bâtiment et génie civil pouvaient en bénéficier.

(5) Ils bénéficient des mesures prises en faveur de la rénovation des logements anciens.

1 - LA CROISSANCE DES CAPACITES DE PRODUCTION SE POURSUIT, MAIS A UN RYTHME REDUIT DE MOITIE

Les réponses des industriels interrogés en mars font ressortir une augmentation moyenne de leurs capacités de production de 4 % en 1975 (1). Déjà infléchi en 1974, le développement du potentiel productif s'effectue donc à un rythme nettement moins rapide : la réduction des investissements productifs, et leur orientation plus marquée qu'à l'ordinaire vers des gains de productivité et le renouvellement du matériel en place, expliquent ce ralentissement, qui pourrait d'ailleurs se poursuivre en 1976 d'après les prévisions formulées dans la même enquête (+ 3,3 %).

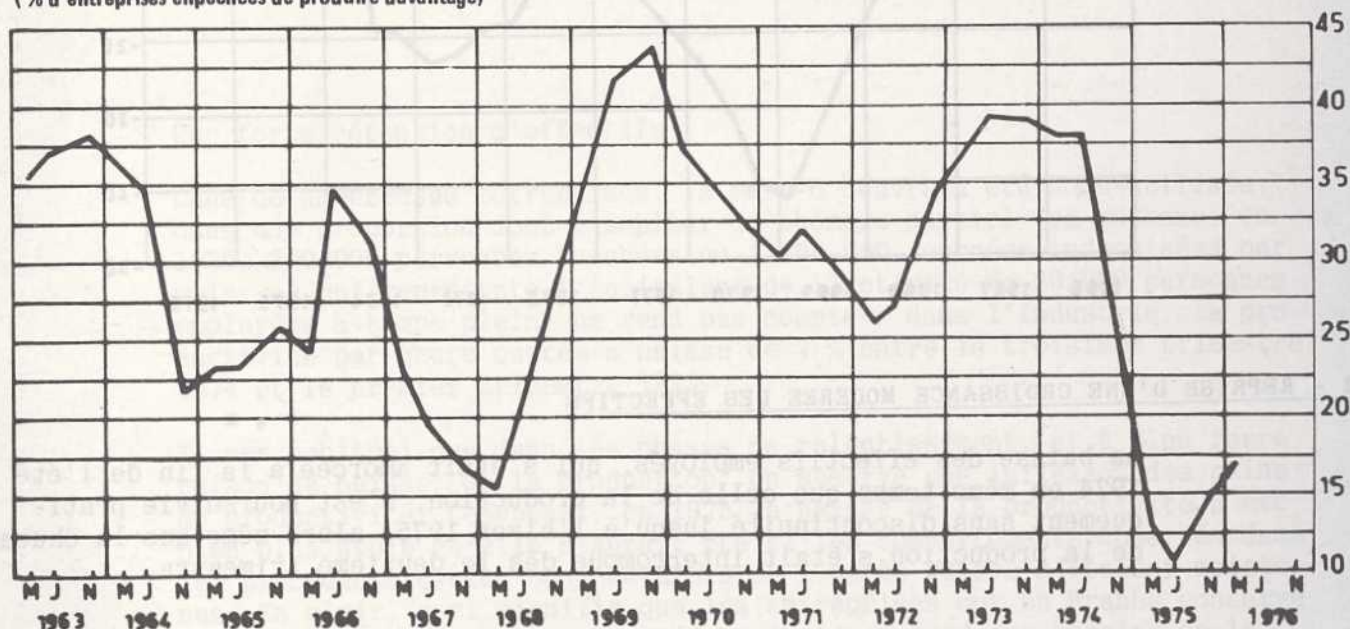
Pour 1975, le fait que l'augmentation effective ait été nettement supérieure à la prévision pour les entreprises de petite taille donne à penser qu'une part des investissements réalisés dans le cadre de l'aide fiscale ont pu contribuer à la croissance de la capacité productive dès la fin de l'année. Ce sont en effet les mêmes entreprises qui ont relevé sensiblement leurs dépenses d'investissement en fin d'année, et il est vraisemblable qu'une part des matériels relativement légers qu'elles ont commandés a pu être livrée rapidement, par prélèvement sur les stocks des producteurs (2).

Elles restent faiblement utilisées

La progression de l'activité se traduit par une lente remontée du taux d'utilisation des capacités, mais, en mars 1976, le pourcentage des entreprises empêchées de produire davantage n'est encore que de 17 %, ce qui reste peu élevé en regard du passé. Les goulots ne sont proches de leur moyenne de longue période que dans quelques industries de consommation (automobile (3), équipement ménager) ; ils sont quasi inexistant dans les autres secteurs.

GRAPHIQUE 27

GOULOTS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE (% d'entreprises empêchées de produire davantage)



(1) Habituellement, le résultat fourni par l'enquête est un peu supérieur à la réalité. La moyenne des taux de croissance obtenus de 1963 à 1973 est de 8,2 %.

(2) Il est également possible que les réponses formulées en mars tiennent compte d'extensions de capacités intervenues au début de l'année 1976.

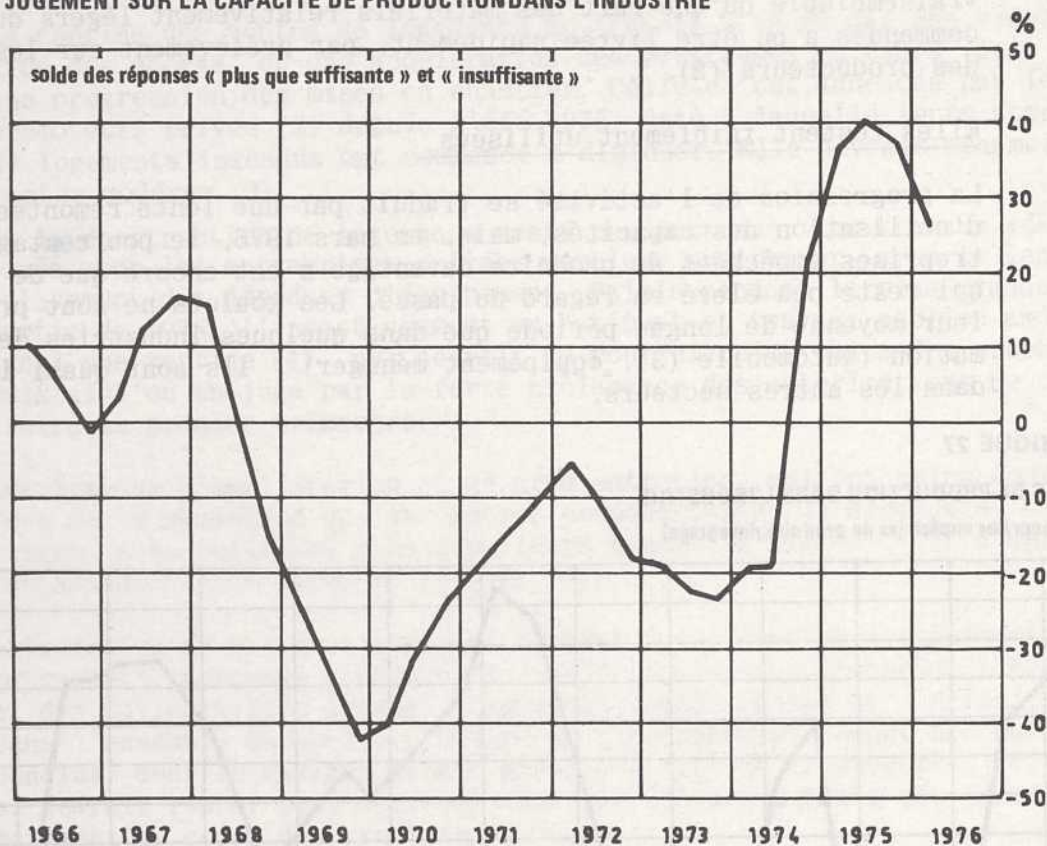
(3) Les constructeurs d'automobiles travaillent pratiquement au maximum de leurs capacités. Mais les marges subsistent dans les autres entreprises du secteur.

Malgré la vive progression de l'activité enregistrée au début de 1976, les tensions dues au manque d'équipement demeureront faibles pendant toute l'année. Compte tenu du développement des capacités sur la période récente (même ralenti), il apparaît que des tensions très fortes au printemps 1976 supposeraient une production supérieure d'environ 12 % à ce qu'elle est en fait, et des tensions moyennes un niveau supérieur de 9 %. Dans l'avenir, il faudrait que l'écart entre la croissance de la production et le développement des capacités atteigne ces valeurs pour que de telles tensions réapparaissent (1).

Malgré le délai avec lequel peut se combler l'écart entre production effective et production potentielle, les industriels sont à présent nettement moins nombreux à juger leur capacité de production excédentaire. A la différence du constat que représentent les goulots de production, cette appréciation tient compte des perspectives d'activité pour les six prochains mois. Le changement est particulièrement net dans les réponses des producteurs de biens de consommation : en mars, ils jugent leur capacité suffisante, sans excès.

GRAPHIQUE 28

JUGEMENT SUR LA CAPACITE DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE



2 - REPRISE D'UNE CROISSANCE MODEREE DES EFFECTIFS

La baisse des effectifs employés, qui s'était amorcée à la fin de l'été 1974 en même temps que celle de la production, s'est poursuivie pratiquement sans discontinuité jusqu'à l'hiver 1975, alors même que la chute de la production s'était interrompue dès le deuxième trimestre.

(1) A cet égard on sait que les variations des marges de capacité disponibles indiquées par les industriels dans les enquêtes de conjoncture sont inférieures aux variations réelles. Lors d'une baisse d'activité, ils sous-estiment leurs capacités de production.

A la reprise, leurs réponses font "réapparaître" des capacités supplémentaires. La sous-estimation des variations est de l'ordre de 60 %.

Variation des effectifs salariés (taux d'accroissement trimestriel)

	1 9 7 4				1 9 7 5			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Industries d'équipement	0,5	0,5	0,5	- 0,6	- 0,6	- 0,8	- 1,1	- 0,6
Industries intermédiaires	0,4	0,1	0,1	- 1,0	- 0,8	- 1,0	- 0,5	- 0,3
Industries de consommation	- 0,6	- 0,6	- 1,3	- 1,0	- 1,1	- 0,8	- 1,3	+ 0,1
Ensemble de l'Industrie	0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,9	- 0,9	- 0,8	- 1,0	- 0,2
B.T.P.	1,1	- 1,0	- 1,7	- 1,6	- 1,4	- 1,6	- 0,4	- 0,2
Transports - Services -								
Commerce	1,3	0,4	0,1	- 0,3	- 0,6	- 0,1	- 0,3	- 0,2
Ensemble des secteurs non agricoles	0,7	0,0	- 0,3	- 0,8	- 0,8	- 0,7	- 0,5	- 0,2

- corrigés des variations saisonnières -

A partir de novembre 1975, la forte croissance de la production atténuait la réduction des effectifs et s'accompagnait d'une nette inflexion de la progression du chômage. Mais ce n'est sans doute qu'au premier trimestre 1976 que l'emploi a repris sa croissance. Le renversement de tendance sur le marché de l'emploi est d'ores et déjà perçu par l'opinion, comme le montre l'enquête sur les attitudes et intentions d'achats des particuliers effectuée en janvier. L'évolution du chômage au cours des prochains mois dépend de celle des effectifs, mais aussi de la flexion possible des taux d'activité, la reprise étant susceptible d'amener sur le marché du travail des personnes qui s'en étaient retirées, ou ne s'y étaient pas présentées, au cours de la récession.

L'évolution future des effectifs est à déduire des perspectives d'activité, très différenciées, des différents secteurs de l'économie ; elle continuera de porter la trace du comportement des entreprises au cours de la crise.

Une forte rétention d'effectifs

Dans de nombreuses entreprises, la main-d'oeuvre a été sous-utilisée dans une proportion dont l'ampleur du chômage partiel (en moyenne, en 1975, 300.000 personnes touchées ou 1.300.000 journées indemnisées par mois, ce qui représente l'équivalent de l'activité de 60.000 personnes employées à temps plein) ne rend pas compte : dans l'industrie, la productivité par heure ouvrée a baissé de 7 % entre le troisième trimestre 1974 et le premier trimestre 1975.

Il est habituel que dans les phases de ralentissement, et à plus forte raison de baisse, de la production, on observe une inflexion des gains de productivité. Cependant, en 1975 la baisse de la productivité a été bien plus ample qu'elle n'aurait été si les comportements observés dans les précédents cycles conjoncturels de l'après guerre s'étaient maintenus. En clair, ceci signifie que les entreprises ont en France conservé une main-d'oeuvre largement excédentaire en regard des besoins de la production. Les conséquences ont été favorables, du point de vue du comportement des ménages (moindre dégradation de l'emploi) et du soutien de la consommation ; elles ont par contre été très défavorables sur les coûts salariaux par unité produite, et par conséquent, sur les conditions d'exploitation des entreprises et le montant de leurs dépenses.

Les causes de la forte rétention de main-d'oeuvre, que traduit la chute de la productivité, beaucoup plus marquée en France que dans les autres pays industrialisés, sont de plusieurs ordres : la récession a été tardive, courte et brutale ; les premiers signes de reprise sont apparus à temps pour éviter des licenciements massifs ; l'Etat est intervenu pour limiter les licenciements en aidant les entreprises ou secteurs industriels en difficulté ; enfin la répartition de la chute de la production entre les secteurs explique par elle-même une moindre réduction des effectifs : la récession a surtout affecté les industries de base, où la taille des entreprises est en moyenne plus grande, et dont le caractère capitaliste rend vraisemblablement les effectifs moins élastiques à la production.

Si l'adéquation des effectifs aux besoins de la production s'était produite comme lors des cycles conjoncturels passés de l'après guerre, la diminution des effectifs employés dans l'industrie eut été supérieure d'environ 120.000 personnes (1) à ce qu'elle a été.

Ce maintien exceptionnel de l'emploi a pu peser sur la capacité des entreprises françaises, comparée à celle de leurs concurrents étrangers, à faire face à la récession ; si les adaptations à une situation nouvelle en ont été freinées, on verra aussi que par elle-même la reprise va, par le retour à des conditions d'exploitation normales, combler une large part des décalages de productivité et de coûts qui sont apparus l'année dernière entre les entreprises françaises et leurs concurrentes étrangères.

... qui limite à présent la progression de l'emploi

La rétention d'effectifs, en plus de ses conséquences sur les situations financières des ménages et des entreprises, analysées par ailleurs, limite à présent la croissance des effectifs dans la phase de reprise. Cette situation n'a pas de précédent en France, ce qui rend particulièrement délicate la prévision ; pour une hypothèse d'évolution de la production donnée, l'évolution de l'emploi dépendra uniquement du rythme auquel la productivité se rapprochera, si elle continue de le faire, de sa ligne de tendance croissante antérieure observée de 1967 à 1974. Une analyse détaillée s'impose aussi : la reprise de l'activité est très variable dans son ampleur et dans ses dates entre les différents secteurs d'activité ; à l'intérieur même des secteurs, les inégalités accrues de situation entre des entreprises qui reçoivent une demande active et d'autres où persiste le marasme peuvent ne pas se compenser au plan des effectifs employés.

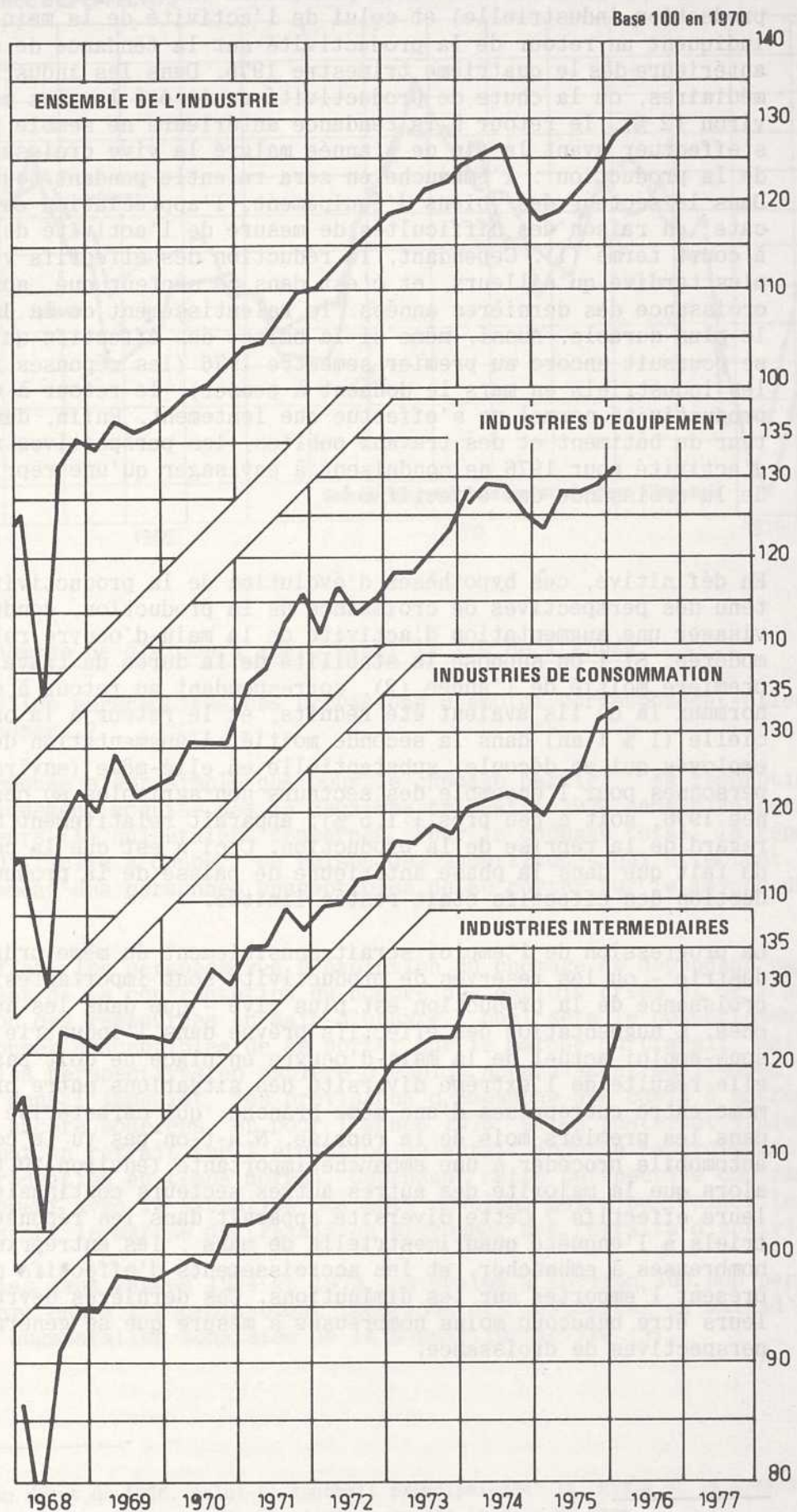
Les gains de productivité sont rapides

A partir du deuxième trimestre 1975, la baisse des heures travaillées se poursuivant alors que la production était stabilisée, un redressement de la productivité est apparu, qui s'est fortement accéléré au 4ème trimestre avec l'augmentation de la production.

Dans le secteur tertiaire, l'adéquation des effectifs employés au niveau de l'activité semble être d'ores et déjà réalisée. Il n'en est pas de même dans l'ensemble de l'industrie, où le retour à un niveau normale de productivité semble devoir être plus long à partir d'une situation plus dégradée.

(1) L'écart entre la baisse constatée et les estimations convergentes de plusieurs modèles est de cet ordre.

PRODUCTIVITE APPARENTE DU TRAVAIL (1)



(1) Indice trimestriel de la production industrielle

Nombre d'heures travaillées

Mais ceci est en réalité la synthèse d'évolutions très contrastées selon les secteurs d'activité : dans le secteur des biens de consommation, où la baisse des effectifs avait été importante et où la reprise a été précoce, le niveau de la production (mesuré par l'indice de la production industrielle) et celui de l'activité de la main-d'oeuvre indiquent un retour de la productivité sur la tendance de croissance antérieure dès le quatrième trimestre 1975. Dans les industries intermédiaires, où la chute de productivité avait été la plus marquée (environ 12 %), le retour à la tendance antérieure ne semble pas devoir s'effectuer avant la fin de l'année malgré la vive croissance actuelle de la production : l'embauche en sera ralentie pendant toute l'année. Dans le secteur des biens d'équipement, l'appréciation est plus délicate en raison des difficultés de mesure de l'activité de production à court terme (1). Cependant, la réduction des effectifs y avait été plus tardive qu'ailleurs, et c'est dans ce secteur que, après la vive croissance des dernières années, le ralentissement de la demande reste le plus durable. Aussi, même si la baisse des effectifs qu'il emploie se poursuit encore au premier semestre 1976 (les réponses fournies par les industriels en mars le donnent à penser), le retour à un rythme de productivité normal ne s'effectue que lentement. Enfin, dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les perspectives actuelles d'activité pour 1976 ne conduisent à envisager qu'une reprise modérée de la croissance des effectifs.

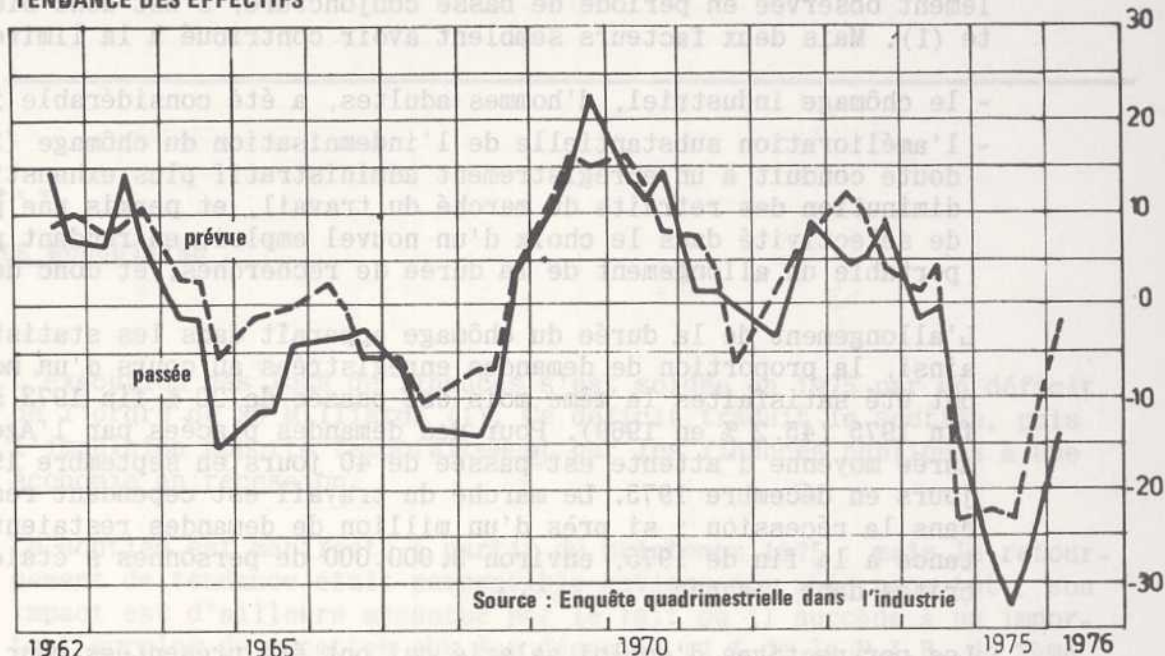
En définitive, ces hypothèses d'évolution de la productivité, compte tenu des perspectives de croissance de la production, conduisent à envisager une augmentation d'activité de la main-d'oeuvre relativement modérée. Si l'on suppose la stabilité de la durée du travail dans la première moitié de l'année (2), correspondant au retour à des horaires normaux là où ils avaient été réduits, et le retour à la baisse tendancielle (1 % l'an) dans la seconde moitié, l'augmentation des effectifs employés qui en découle, substantielle en elle-même (environ 200.000 personnes pour l'ensemble des secteurs non agricoles au cours de l'année 1976, soit à peu près + 1,5 %), apparaît relativement modérée en regard de la reprise de la production. Ceci n'est que la contrepartie du fait que dans la phase antérieure de baisse de la production, la réduction des effectifs était restée limitée.

La progression de l'emploi serait sensiblement du même ordre dans l'industrie - où les réserves de productivité sont importantes, mais où la croissance de la production est plus vive - que dans les autres branches. L'augmentation des effectifs prévue dans l'industrie malgré le sous-emploi actuel de la main-d'oeuvre en place ne doit pas surprendre : elle résulte de l'extrême diversité des situations entre branches, et même entre entreprises d'une même branche, qui caractérise l'industrie dans les premiers mois de la reprise. N'a-t-on pas vu la construction automobile procéder à une embauche importante (environ 20.000 personnes) alors que la majorité des autres secteurs continuaient de réduire leurs effectifs ? Cette diversité apparaît dans les réponses des industriels à l'enquête quadrimestrielle de mars : les entreprises sont plus nombreuses à embaucher, et les accroissements d'effectifs devraient à présent l'emporter sur les diminutions. Ces dernières devraient d'ailleurs être beaucoup moins nombreuses à mesure que se généralisent les perspectives de croissance.

(1) Dans l'indice de la production industrielle, celle-ci n'est mesurée que par le biais de livraisons ou de facturations, qui se situent donc bien en aval du processus de production.

(2) Les réponses fournies par les industriels en mars justifient cette hypothèse.

TENDANCE DES EFFECTIFS



Le chômage ne diminuera guère avant la fin de l'année

A quelles perspectives ces prévisions d'emploi correspondent-elles pour le chômage ?

La réponse n'est simple que pour le chômage partiel : sa résorption est pratiquement acquise dès le deuxième trimestre 1976 dans plusieurs des secteurs (1) qui étaient concernés. Pour le chômage total, la réponse est difficile à donner, en raison des incertitudes qui affectent le comportement des personnes susceptibles de se porter sur le marché du travail.

En effet, les perspectives d'évolution du chômage ne dépendent pas uniquement de la confrontation du nombre des emplois créés et de l'augmentation des ressources en main-d'oeuvre ; quel sera le comportement des personnes susceptibles de se porter sur le marché du travail, maintenant que les perspectives en matière d'emploi apparaissent meilleures ? Certes, dans l'immédiat, les prévisions d'embauche des chefs d'entreprise sont encore modérées, et pour l'année 1976, elles resteront vraisemblablement en retrait sur l'évolution qu'aurait induite la croissance de la production en temps normal. Cependant cette perspective contraste fortement avec la situation des mois écoulés, qui a pu freiner les entrées sur le marché du travail ou provoquer des retraits d'activité.

Sur les deux années 1974 et 1975, on évalue à environ 300.000 personnes l'écart entre l'accroissement théorique des ressources en main-d'oeuvre(2) et l'augmentation constatée de la population active (3).

(1) Au début de 1976, celui-ci touchait principalement la chimie et la sidérurgie. Il s'est interrompu dans la sidérurgie dès le mois de mars.

(2) Cet accroissement en conjoncture moyenne tient compte de l'immigration (+ 20.000 en 1974, - 10.000 en 1975).

(3) Effectifs occupés + population disponible à la recherche d'un emploi.

Ce sont donc autant de personnes, qui auraient eu ou cherché un emploi "en conjoncture moyenne", qui ne se sont pas présentées sur le marché du travail ou s'en sont retirées. La flexion des taux d'activité habituellement observée en période de basse conjoncture, s'est donc bien produite (1). Mais deux facteurs semblent avoir contribué à la limiter :

- le chômage industriel, d'hommes adultes, a été considérable ;
- l'amélioration substantielle de l'indemnisation du chômage (2) a sans doute conduit à un enregistrement administratif plus exhaustif, à une diminution des retraits du marché du travail, et permis une plus grande sélectivité dans le choix d'un nouvel emploi, en rendant plus supportable un allongement de la durée de recherches, et donc de chômage.

L'allongement de la durée du chômage apparaît dans les statistiques ; ainsi, la proportion de demandes enregistrées au cours d'un mois qui ont été satisfaites le même mois est passée de 20 % fin 1973 à 10,4 % fin 1975 (45,2 % en 1969). Pour des demandes placées par l'Agence, la durée moyenne d'attente est passée de 40 jours en septembre 1974 à 68 jours en décembre 1975. Le marché du travail est cependant resté actif dans la récession ; si près d'un million de demandes restaient en instance à la fin de 1975, environ 3.000.000 de personnes s'étaient inscrites dans l'année.

Les perspectives d'emploi salarié qui ont été présentées pour 1976 correspondent, compte tenu de l'évolution prévisible des effectifs dans les autres secteurs, à une augmentation de l'emploi total légèrement inférieure à la croissance des ressources de main-d'oeuvre. Ceci laisse prévoir une stabilisation du chômage à son niveau actuel, c'est-à-dire que le nombre des demandeurs d'emploi pourrait s'établir en fin d'année à un niveau voisin de celui de la fin mars (entre 920.000 et 950.000 après correction des variations saisonnières).

Cette quasi-stabilité recouvrira une résorption substantielle du chômage industriel. On sait que l'évolution du chômage dépend beaucoup plus de l'emploi dans l'industrie et le B.T.P. que de celui des autres secteurs. Or, c'est précisément dans ces secteurs, où la dépression de l'activité s'est le plus accusée (3), que la reprise est d'ores et déjà la plus forte et continuera de l'être.

- (1) Les coefficients de flexion semblent différents selon que l'emploi augmente ou diminue. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, un supplément net d'emplois de 100 provoquerait une diminution du chômage de 30 (coefficient de 0,3) ; mais une suppression nette de 100 emplois entraînerait une croissance du chômage de 60 (coefficient de 0,6). Cette hypothèse est fondée sur l'expérience tirée des ralentissements antérieurs. En fait la flexion des taux doit être liée au type de chômage : le chômage industriel, qui apparaît dans les phases de récession, donne lieu à un enregistrement plus exhaustif.
- (2) De la mi-1974 à mars 1976, dans le même temps où le nombre de demandeurs d'emploi (corrigé des variations saisonnières) s'élevait de 450.000 à 950.000, le nombre de bénéficiaires des allocations ASSEDIC, parmi lesquels figurent les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'attente (120.500 à fin mars) s'élevait de 200.000 à 438.000, le nombre des bénéficiaires de l'aide publique de 210.000 à près de 500.000. En 1975, le taux mensuel moyen des allocations spéciales s'est élevé à 920 francs, celui de l'aide publique à 400 francs, et parmi les bénéficiaires des allocations spéciales (ou ceux de l'aide publique), les deux tiers bénéficiaient simultanément des deux indemnisations.
- (3) De la mi-1974 à la fin 1975, la diminution des effectifs salariés dans l'industrie et le B.T.P. a été de 357.000 personnes, soit 82 % de la diminution totale, alors que ces secteurs ne représentent que 57 % des effectifs salariés de l'ensemble des secteurs non agricoles.